

**LE PEUPLE**

Hors-série n°1 - mars 2026

# Rapport d'activité



**54<sup>e</sup> CONGRÈS  
DES SYNDICATS**

**TOURS - 1<sup>ER</sup> AU 5 JUIN 2026**

Retraites : une mobilisation structurante

P 4

Une priorité : prendre soin de l'organisation

P 14

Des revendications portées et gagnées  
par la CGT pour les salarié-es

P 26

Allier industrie, services publics, politiques  
publiques et environnement

P 36

La lutte contre l'extrême droite

P 48

Égalité femmes-hommes, égalité des droits

P 58

International et Europe :  
S'organiser pour la paix et la justice sociale

P 69

Le Peuple – Hors série n°1 – Mars 2026

Éditeur : la CGT

Commission paritaire : n°S 06460

263, rue de Paris 93516 Montreuil Cedex

Courriels : [redactionpeuple@cgt.fr](mailto:redactionpeuple@cgt.fr) / [diffusion.peuple@cgt.fr](mailto:diffusion.peuple@cgt.fr)

Directeur de publication : Thomas Vacheron

Rédactrice en chef : Marie Vergnol

Édition, secrétariat de rédaction, photographies

et illustrations : Service communication CGT

Impression : Rivet-PE, Limoges.

ISSN : 0031-661X

Plus de 5 numéros : 49 euros par abonnement pour 6 numéros

Tarif France hors CGT : 77 euros / 6 numéros

Étranger : 109 euros / 6 numéros

Ce numéro a été tiré à 20 000 exemplaires

Abonnements : 0155828198

## **Ce rapport d'activité retrace de manière synthétique une activité syndicale dense de toute la CGT dans un contexte d'extrême gravité sociale et politique séquencé par la lutte contre la réforme des retraites, la phase de la dissolution marquée par la lutte contre l'extrême droite, la bataille contre les budgets d'austérité et enfin le basculement du monde avec l'élection de Trump et la mise en place d'une internationale d'extrême droite.**

Le monde du travail a été fortement abîmé par l'enchaînement des politiques libérales qui ont entraîné une augmentation des inégalités, une dégradation des conditions de travail, une perte des emplois et une désindustrialisation accélérée.

Alors que cette politique de l'offre est massivement rejetée par les travailleuses et travailleurs, le gouvernement et le patronat poursuivent une fuite en avant en tentant d'imposer les mêmes recettes qui alimentent la crise: réformes régressives pour le monde du travail, baisse d'impôts et des aides sans contrôle ni contrepartie pour les plus riches et les entreprises.

Nous l'avons vu pendant tout le mandat: pour ne pas répondre aux revendications des travailleurs et travailleuses, le capital fait le choix d'aggraver la crise démocratique.

D'un côté déclasser le travail, de l'autre passage en force permanent et mépris de classe sont des carburants puissants pour l'extrême droite. Cette même extrême droite aux portes du pouvoir nourrit les oppositions racistes et sexistes, et est un puissant contre-feu à la construction d'alternatives sociales et progressistes.

Une partie du patronat a déjà basculé dans un soutien actif à l'extrême droite, le capital est prêt à s'en accommoder en reprenant son vieux slogan: *« Mieux vaut Hitler que le Front populaire! »*

La CGT a assumé ses responsabilités pour empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir - un risque imminent résumé par l'expression « minuit moins une » - et garder au centre des enjeux la question sociale. Ce rapport d'activité vise à mesurer le chemin qui a été parcouru pour ouvrir des perspectives: notre point de départ, nos réussites, mais aussi nos difficultés.

### **LA CGT RASSEMBLÉE ET RASSEMBLEUSE**

Le 53<sup>e</sup> congrès a connu des débats clivants qui risquaient de fracturer l'organisation, mais a heureusement débouché sur une volonté de rassemblement de la CGT.

Le mandat qui a suivi a été marqué par le souci permanent que les décisions collectives soient prises dans nos instances - Bureau confédéral (BC), Commission exécutive confédérale (CEC), Comité confédéral national (CCN) -, et de mieux articuler ces dernières et notamment de réimpliquer le CCN dans les décisions stratégiques. Pour restaurer la confiance des dirigeant·es et mettre à leur disposition tous les éléments nécessaires à la décision, il s'agissait d'assurer la transparence totale des enjeux: situation de l'intersyndicale, rapports avec le gouvernement, le patronat...

Le CCN s'est réuni bien au-delà de la fréquence imposée par les statuts, apportant de la réactivité dans les moments clés. Dix-huit réunions en « visio » des organisations du CCN ont ainsi été organisées, l'AG de rentrée a été transformée en CCN et les CCN sont désormais organisés sur deux jours au lieu d'un et demi, pour traiter plus sereinement l'ensemble des questions à l'ordre du jour. Pour jouer tout son rôle, le CCN a été saisi de nombreux sujets, notamment: le CoGiTiel V2, les rapports avec la FSU, la situation financière confédérale, l'analyse de la mobilisation pour les retraites, le positionnement de la CGT après la dissolution de l'Assemblée nationale...

La stratégie des luttes a également été améliorée, avec l'envoi de documents préparatoires, un travail en ateliers pour défricher des sujets ou encore la remise de rapports sur table. Enfin, dans un souci d'égalité entre territoires et professions, les unions départementales (UD) ont été réunies par grandes régions une fois par an, pour un échange stratégique privilégié avec la secrétaire générale.

Tout cela a contribué, à la sortie d'un congrès très clivé, à apaiser l'organisation et à obtenir des prises de décisions largement partagées.

### **LE RÔLE MAJEUR DE LA CGT**

### **ET DU SYNDICALISME RECONNU**

### **ET INCONTOURNABLE**

Ce rapport d'activité ambitionne de prendre du recul sur la place et le rôle du syndicalisme, plus particulièrement de la CGT, depuis la mobilisation des retraites. La CGT, qui s'est placée au centre du jeu social et politique, ne s'est interdit aucun sujet. Nous devons mesurer, avec réalisme et fierté, que, malgré le contexte social difficile que nous traversons, les mobilisations de la CGT ont changé la donne.

**54<sup>e</sup> CONGRÈS  
DES SYNDICATS**  
TOURS - 1<sup>ER</sup> AU 5 JUIN 2026



**RETRAITES:  
UNE MOBILISATION STRUCTURANTE  
POUR LE MANDAT**



# RETRAITES: UNE MOBILISATION STRUCTURANTE POUR LE MANDAT

## Une mobilisation historique

Le 28 mars 2023, en plein 53<sup>e</sup> congrès, les congressistes ont manifesté dans les rues de Clermont-Ferrand et le 6 avril, deux millions de personnes se sont à nouveau mobilisées à l'appel de l'intersyndicale pour refuser cette « réforme » rétrograde, imposée par 49.3. Ce passage en force d'un gouvernement minoritaire – dans l'opinion publique et à l'Assemblée nationale – est un véritable point de bascule dans la crise sociale et politique. Crise dans laquelle nous sommes toujours plongé-es.

La grande majorité des salarié-es a perçu le caractère violent et profondément injuste du « vol de deux ans » que représente le recul de l'âge légal de départ en retraite. La stratégie unitaire de la CGT a joué un rôle moteur dans la structuration de l'intersyndicale, condition indispensable pour massifier la mobilisation. Ce qui n'a pas empêché la CGT de se donner les moyens de mener ses propres actions, notamment la grève reconductible partout où c'était possible et des temps forts de mobilisation entre les journées intersyndicales pour élever le rapport de force.

La CGT a également encouragé les initiatives locales, pour une mobilisation large et de proximité, sur l'ensemble du territoire et non seulement dans les grandes villes. Ainsi, beaucoup de manifestant-es et de grévistes participaient à leur premier mouvement.

La bataille de la CGT a permis de maintenir l'intersyndicale jusqu'au bout, et de réussir la plus longue mobilisation unitaire de l'histoire sociale: 15 journées de mobilisation – atteignant les 1, 2 ou 3 millions de participant-es – pendant six mois, et des manifestations jusqu'au 6 juin – voire au 13 octobre. Cette mobilisation a été déterminante pour la place du syndicalisme et de la CGT dans la société, elle a replacé les syndicats sur le devant de la scène, comme acteurs de premier plan.



La bataille pour  
l'abrogation continue.

## La CGT empêche le gouvernement de tourner la page



La CGT quitte les concertations sur les retraites et appelle à la mobilisation

Au 53<sup>e</sup> congrès, la CGT s'était engagée à ne rien lâcher sur l'exigence de retrait de la réforme. Nous avons tenu parole! Grâce à cette ténacité, cette réforme, toujours rejetée par le monde du travail, reste centrale dans le débat politique, ce qui a notamment donné lieu pour la première fois au vote indicatif des député·es, le 5 juin 2025, qui ont pu se prononcer majoritairement pour son abrogation. Mesurons ce qu'ensemble nous avons réalisé. Nous avons réussi à empêcher les petits arrangements entre amis du conclave et à démontrer que tant que la réforme ne serait pas abrogée, la page ne serait pas tournée. Pour cela, nous avons fait en sorte que la CGT reste au centre du jeu. Nous avons choisi de claquer la porte de façon fracassante et à un moment clé, en réaction aux annonces de François Bayrou refusant l'annulation des 64 ans, pour faire porter l'entière responsabilité de notre départ au gouvernement et ruiner ainsi la crédibilité du conclave.

Nous avons fait payer très cher à Emmanuel Macron son passage en force: il a sacrifié cinq premier·es ministres et perdu toute capacité à dicter une politique. Depuis notre 53<sup>e</sup> congrès, nous avons réussi à bloquer toutes les réformes de Macron et du patronat: 2 réformes de l'assurance-chômage ont été enterrées (2024 et 2025), une réforme du Code du travail (2025), la réforme de l'audiovisuel public, la réforme de la Fonction publique... Chaque nouveau Premier ministre a été contraint à une annonce concernant les retraites dans l'espoir d'apaiser la situation. C'est la première fois dans l'histoire sociale que deux ans après une réforme imposée en force, on réussit à en décaler son application. Il nous reste désormais à continuer pour gagner son abrogation.

Nous avons réussi à placer la CGT et la question sociale au centre du jeu. Pour la conférence *Travail-Emploi-Retraite* ouverte en 2025, nous avons obtenu que la question d'une réforme systémique soit retirée et que celle des salaires soit ajoutée. La participation à cette conférence nous permet de médiatiser nos exigences et revendications: abrogation de la réforme des retraites et retour à la retraite à 60 ans, augmentation des salaires, lutte contre la précarité notamment dans la Fonction publique, réindustrialisation, lutte contre les accidents et les morts au travail et retour sur les ordonnances Macron. La CGT se saisit de cette conférence pour demander un référendum sur l'abrogation de la réforme des retraites.

## S'appuyer sur le rapport de force pour arracher des avancées



Des accords de départ anticipé à la retraite sont arrachés dans certains secteurs.

Nous avons travaillé pour poursuivre la mobilisation en gagnant des départs anticipés dans un maximum de secteurs. C'est ce que nos fédérations CGT ont gagné grâce à la mobilisation pour les cheminot·es (six à neuf mois de départ anticipé) pour les portuaires et les dockers (obtention d'une cinquième année de départ anticipé) et dans certaines entreprises comme le groupe verrier Owens Illinois (jusqu'à sept années de départ anticipé).

Ces avancées ont été arrachées par un rapport de force de haut niveau et de nombreux jours de grève, mais il est regrettable que nous n'ayons pas, à ce stade, réussi à les étendre en gagnant d'autres processus de mobilisation professionnels sectoriels.



Accidents du travail :  
la France mauvais  
élève européen



Convention  
CGT-Agefiph

À la suite de la mobilisation pour les retraites, la CGT a fait de la bataille contre les morts, les accidents du travail et les maladies professionnelles, une priorité. Le 28 avril est désormais une journée de mobilisation, et grâce aux avancées gagnées par la CGT sur les chantiers des JOP 2024, nous avons démontré qu'il n'y avait aucune fatalité à l'hécatombe de morts, d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Nos initiatives de mobilisation ont mis ce sujet tabou sur le devant de la scène, forcé le gouvernement à en parler (mais toujours sans aucune mesure concrète !) et permis d'arracher quelques avancées comme sur les chantiers du Grand Paris Express par exemple. Nous avons également restructuré et relancé notre activité sur le handicap, avec en 2024 puis en 2025, l'organisation de Rencontres du Handicap, désormais annuelles, rassemblant plus de 200 militant·es et de nombreux acteurs associatifs. La signature de la convention Agéfiph et le travail revendicatif sur le sujet ont été relancés.

## Tirer les leçons de la mobilisation pour s'appuyer sur les réussites et dépasser nos limites

La mobilisation contre la réforme des retraites a été analysée lors des journées de Courcelle de 2023, et fait l'objet d'une discussion approfondie en CCN avec un rapport de la secrétaire générale visant à en tirer les leçons. Cette réflexion stratégique a mis en avant que la massification de la mobilisation a été permise grâce à l'unité syndicale et à l'organisation en proximité de la mobilisation. Nous avons réussi à maintenir l'unité syndicale, malgré les stratégies de division du gouvernement et du patronat et malgré, également, la volonté régulière d'autres organisations syndicales de retrouver leur place de partenaire privilégié du pouvoir.

Cette analyse a aussi permis d'identifier clairement nos limites et difficultés. La première d'entre elles étant la radicalisation du pouvoir et du patronat, qui pèse sur notre capacité à empêcher les mauvais coups et à gagner des avancées pour les travailleur·ses. Face à ce durcissement, il ne suffit pas de gagner la bataille de l'opinion et d'organiser des manifestations à plusieurs millions de participant·es. Pour gagner il est nécessaire d'aller plus loin et de construire des grèves massives permettant d'obtenir un rapport de force économique.

Le cadre de l'intersyndicale n'a pas permis de mot d'ordre pour une grève reconductible, mais l'appel à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars 2023, suivi de l'appel à la grève du 8 mars, puis la journée du 9 mars avec les jeunes, étaient des réels points d'appui pour aller à la reconduction. Pour autant nous n'avons pas réussi à étendre la grève et le basculement dans la grève reconductible est resté limité aux secteurs où nous sommes le mieux implantés et

organisés, comme dans l'énergie, le ramassage des déchets, la production de verre, les dockers/portuaires et cheminot-es. C'est bien cette capacité à construire la grève, à l'étendre et à la reconduire qui nous a manqué en 2023 pour obtenir une victoire sur les retraites.



Comment  
la mobilisation  
retraite interroge  
le syndicalisme

Cette réalité est liée à notre déficit d'implantation et à nos difficultés d'organisation. La grève ne peut être construite et conduite que par un syndicat fort et organisé. Or, autour de nos bastions, les déserts syndicaux s'étendent. Pour gagner, nous avons donc besoin de plus de syndicats et de syndiqué-es. Nous avons également analysé notre difficulté à lier revendications dans l'entreprise (comme les luttes sur les salaires) et revendications interprofessionnelles. Ce lien est un point d'appui très important pour que les salarié-es s'engagent dans la grève notamment reconductible. Il en ressort la nécessité de déployer la démarche revendicative de la CGT pour construire un syndicalisme qui, tout en partant de son ancrage dans l'entreprise, ne reste pas cantonné à « l'agenda du patron ».



Campagne pour les  
libertés syndicales

Nous avons acté collectivement la nécessité de passer un cap en termes d'organisation et de vie syndicale, condition indispensable pour élever le rapport de force et notre capacité de mobilisation.

# FOCUS

*Depuis 2023, plus d'un millier de syndicalistes CGT — dont cinq membres du Bureau confédéral — ont été visé-es par des poursuites judiciaires ou disciplinaires, notamment suite à la mobilisation des retraites et à celles pour la paix à Gaza. De nombreuses Bourses du travail sont menacées. Même la secrétaire générale a été mise en examen suite à ses propos dénonçant le chantage à l'emploi des grands patrons (« les rats quittent le navire ») et une plainte déposée par un lobby patronal financé par l'extrême droite. Cette stratégie d'étouffement du mouvement syndical vise clairement à réduire au silence celles et ceux qui défendent les droits des travailleurs et travailleuses.*

*Fidèles à notre slogan « quand on touche à un-e militant-e de la CGT, on s'attaque à toute la CGT », nous avons refusé de banaliser et nous avons systématiquement organisé des initiatives de solidarité pour dénoncer ces procédures bâillon, dont plusieurs de dimension confédérale. Partout dans les territoires, la répression s'intensifie et les structures locales se mobilisent pour soutenir les camarades concerné-es. Nous avons réussi à gagner un vaste mouvement de solidarité, de dimension internationale en recueillant notamment le soutien de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) et de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) qui a déposé une plainte devant l'Organisation internationale du travail. Notre objectif: dénoncer non seulement cette répression inacceptable mais surtout exiger de nouveaux droits pour protéger les libertés syndicales.*

*Nous avons donc interpellé le gouvernement et les parlementaires sur nos propositions, rassemblé 2500 militant-es pour un meeting national pour les libertés le 4 février 2026 à Montreuil et publié la liste noire de la répression syndicale et la carte de France des Bourses du travail menacées. Le dispositif d'urgence répression syndicale (DURS) a été déployé pour garantir une réponse immédiate, solidaire et coordonnée à chaque attaque.*

# BÂILLONNER LES VOIX QUI S'OPPOSENT

*La CGT a réaffirmé avec force qu'elle ne se laissera jamais bâillonner et continuera sans relâche son mandat : défendre les droits collectifs, combattre les abus patronaux et porter haut l'exigence de justice sociale. Aujourd'hui plus que jamais, la défense et le renforcement des libertés syndicales sont essentiels pour garantir la démocratie et faire avancer le progrès social.*



# 1<sup>ER</sup> MAI

#Stop64ans

# UNITAIRE

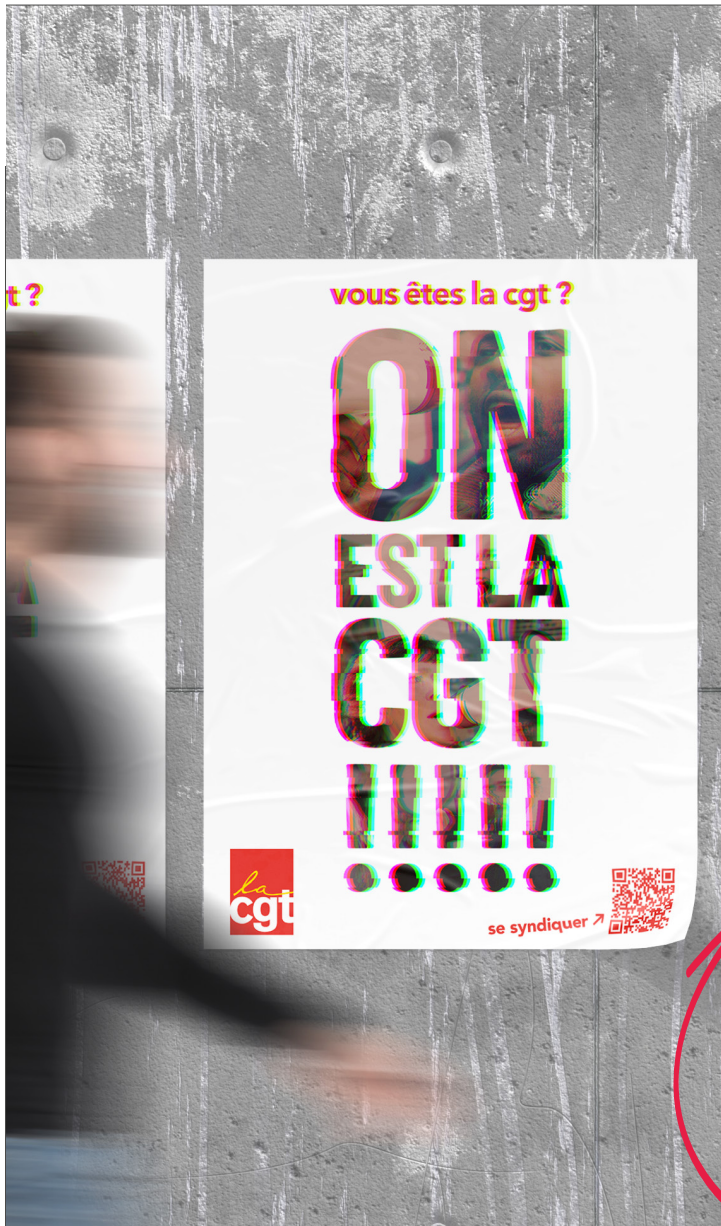
# ET POPULAIRE

# POUR LE RETRAIT



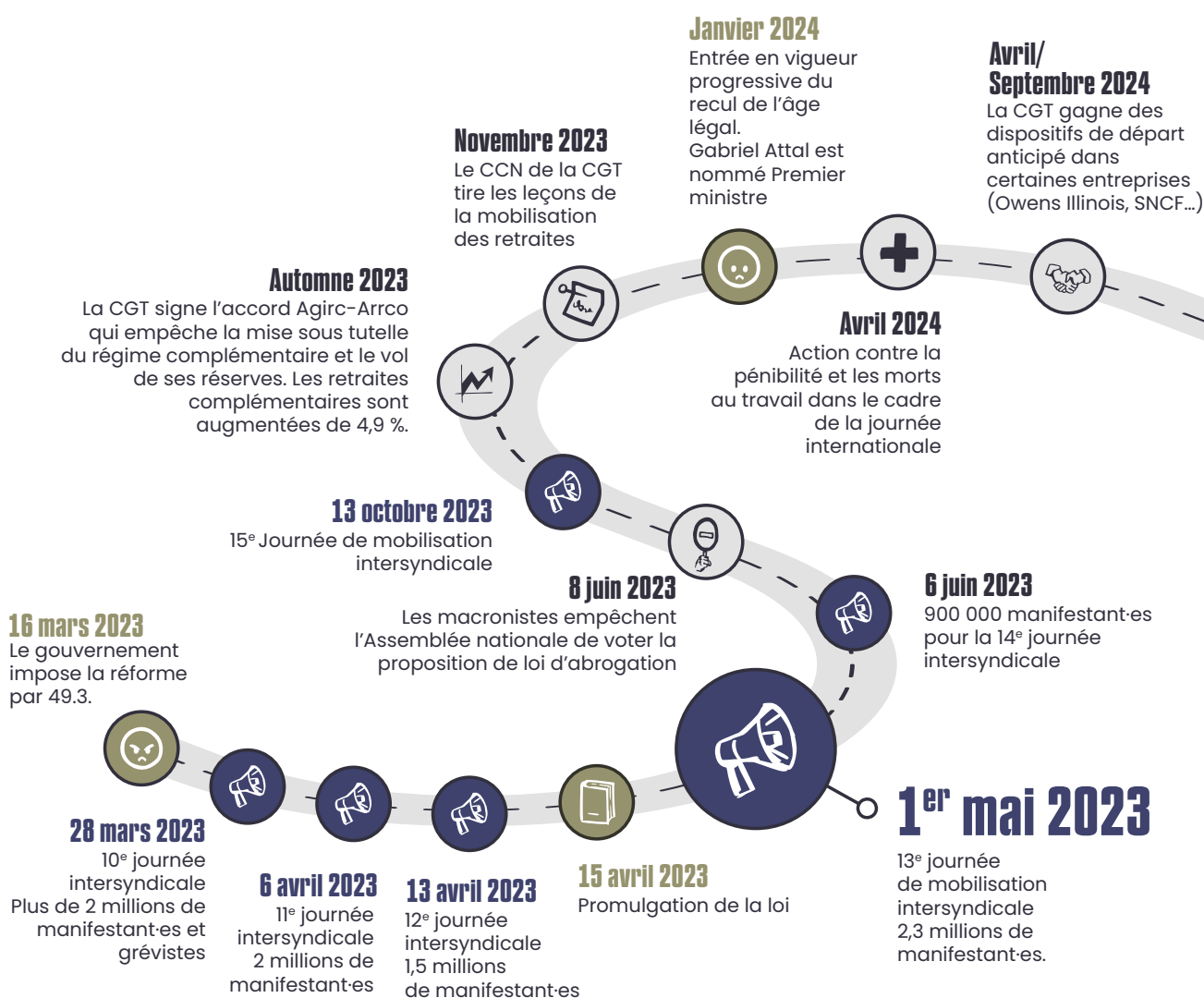
## TIRER LES LEÇONS DE LA MOBILISATION POUR S'APPUYER SUR LES RÉUSSITES ET DÉPASSER NOS LIMITES





**64 ANS,**  
**C'EST TOUJOURS**  
**NON!**

# Réforme des retraites : du 49.3...



## Mai 2025

Publication d'un sondage IFOP/CGT : 73 % des salarié-es pour l'abrogation.

### 5 juin 2025

La CGT et la FSU appellent à une journée de manifestations contre la réforme des retraites. L'Assemblée nationale vote pour la première fois une résolution d'abrogation de la réforme.

### Septembre 2025

Les dockers et portuaires CGT gagnent des départs anticipés en retraite. Le gouvernement Bayrou est censuré. Sébastien Lecornu est nommé Premier ministre.

### 18 septembre et 2 octobre 2025

L'intersyndicale appelle à 2 journées de grèves et de manifestations contre l'austérité et les 64 ans

### 2 décembre 2025

Mobilisation contre l'austérité budgétaire à l'appel de la CGT, la FSU et Solidaires

### Juillet 2025

Échec du conclave.

### Novembre 2025

Décalage de l'application de la réforme.

### Avril 2025

La CGT diffuse un journal à 300 000 exemplaires : «Retraites : tout part de la fiche de paie».

### Janvier 2025

François Bayrou est nommé Premier ministre. Il annonce l'ouverture de discussions sur la réforme des retraites "sans totem ni tabou".

### 20 mars 2025

François Bayrou déclare que la fin des 64 ans n'est pas à l'ordre du jour. La CGT quitte le conclave.

### Décembre 2024

Après la censure de Michel Barnier, l'intersyndicale exige de nouveau l'abrogation de la réforme des retraites.

### Novembre 2024

Les macronistes, les LR et le RN empêchent à nouveau le vote d'une proposition de loi d'abrogation de la retraite à 64 ans.

### Octobre 2024

Organisation d'une conférence de financement des retraites avec la Commission des finances de l'Assemblée nationale.

### 1er oct. 2024

Journée d'action à l'appel de la CGT, la FSU et Solidaires. --- Michel Barnier est Premier ministre. Il annonce des aménagements à la réforme des retraites.

## Juillet 2024

Après que Macron ait dissout l'Assemblée nationale, le Nouveau Front Populaire finit en tête des élections législatives. ---

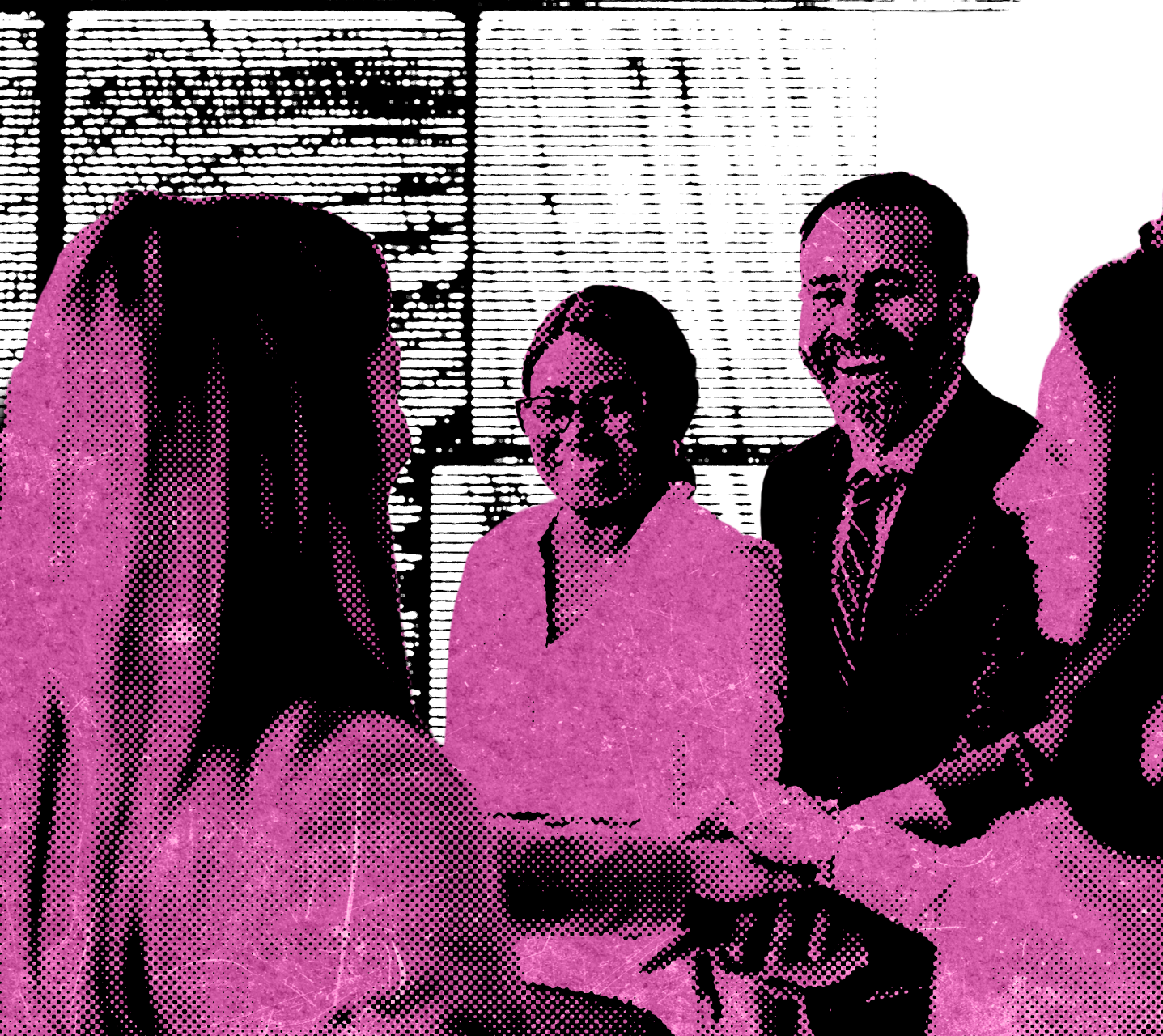
L'intersyndicale exige à nouveau l'abrogation de la réforme.

# ...à la bataille pour l'abrogation.

**54<sup>e</sup> CONGRÈS  
DES SYNDICATS**  
TOURS - 1<sup>ER</sup> AU 5 JUIN 2026



**UNE PRIORITÉ:  
PRENDRE SOIN  
DE L'ORGANISATION**



# UNE PRIORITÉ: PRENDRE SOIN DE L'ORGANISATION

## Retrouver la sérénité dans nos débats et soutenir les organisations

Le bilan des obstacles rencontrés durant le 53<sup>e</sup> congrès, de l'état de notre organisation et celui que nous avons vu de la séquence des retraites nous a amené-es à mettre encore plus en avant les nécessités d'organisation.

Les décisions prises après le congrès — création de la commission « mode de vie », renforcement de la démocratie interne — ont mis en lumière des défis importants, notamment un trop grand manque de cohésion et une méconnaissance de nos textes fondamentaux. Le CCN de février 2024 a ainsi engagé un travail de long terme pour se réapproprier statuts et règles de vie, consolider notre organisation et mieux répondre aux enjeux auxquels le syndicalisme CGT doit faire face. Un travail sur le « qui fait quoi » dans la CGT a été amorcé afin d'améliorer le travail collectif et de prévenir ou arbitrer les conflits entre organisations. Parallèlement, la tenue de réunions annuelles dans les régions et les fédérations a visé à « se parler vrai » et à approfondir, dès 2024, les propositions de la commission « mode de vie » ainsi que les modifications statutaires envisagées (articles 8, 24 et 25), destinées à traiter les conflits en interne et sécuriser juridiquement la Confédération.

Le dispositif d'aide et de suivi des organisations – dispositif référent – a été renouvelé à la suite du 53<sup>e</sup> congrès. Les camarades de la direction confédérale ont été réparti-es pour suivre l'ensemble des organisations du CCN. Pour améliorer ce dispositif et permettre aux référent-es de s'approprier leur rôle, une formation a été déployée. Pour un appui renforcé aux organisations qui en ont besoin, un nouveau dispositif a été mis en place: le dispositif coopérant. Ce dernier vise à assurer un suivi plus important en fonction des problématiques rencontrées. Durant le mandat, ce dispositif a été déployé à 15 reprises.



*Le congrès,  
cœur battant  
de la démocratie  
à la CGT*

## La difficile mise en place du plan de congrès des syndicats

Renouer avec notre culture d'organisation, faire vivre notre démocratie syndicale, c'est aussi le sens de la réalisation du kit congrès de syndicats. Afin de répondre à tous les enjeux de vie syndicale et pour faire vivre la démocratie



Kit congrès  
de syndicats

dans toutes les organisations de la CGT, du syndicat à la Confédération, le Comité confédéral national de novembre 2023 a décidé d'impulser un grand plan de congrès pour l'année 2024. L'enjeu était de faire vivre notre démarche syndicale, de rendre acteur·ices/décideur·ses nos syndiqué·es et d'impulser des plans de travail. Nous n'avons eu que trop peu de remontées pour tirer un bilan du nombre de congrès et d'assemblées générales tenus, mais il semble que l'objectif n'ait pas été atteint dans la majeure partie des syndicats. Cela démontre la nécessité d'en faire une vraie campagne stratégique pour le prochain mandat, pour la vitalité démocratique de notre CGT, avec une véritable prise en compte collective et organisée via un travail croisé UD/FD.

## Pour la première fois depuis 2012 notre nombre de syndiqué·es progresse : un regain d'adhésions à consolider



Une carte contact  
pour syndiquer

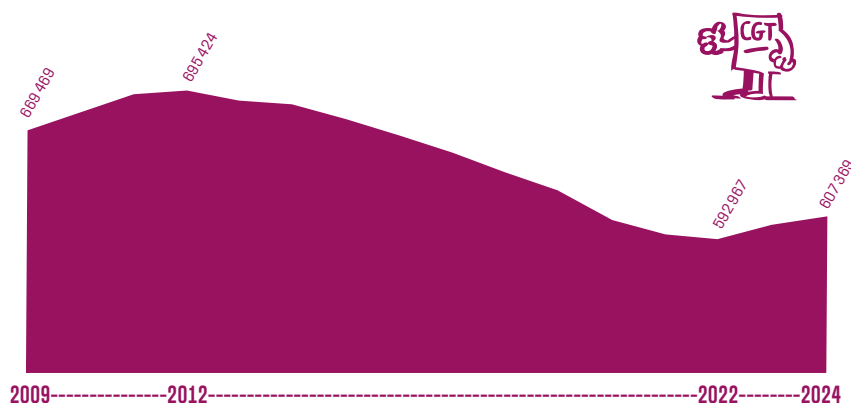
Prendre soin de notre organisation a consisté à travailler à notre renforcement. Le mandat est marqué par une forte amélioration de l'image de la CGT et du syndicalisme, grâce à la mobilisation pour les retraites, aux progrès importants que nous avons accomplis en communication et en visibilité dans les médias. Nous avons enregistré une très forte progression de nos nouvelles adhésions : plus de 140 000 syndiqué·es nous ont rejoint·es depuis le dernier congrès. Pour la première fois depuis douze ans, notre nombre de syndiqué·es a augmenté en 2023 puis en 2024, nous permettant de repasser la barre des 600 000 syndiqué·es. Mais cet acquis reste très fragile. Nous sommes un panier percé et nous perdons presque autant de syndiqué·es que nous en gagnons. Une majorité de nos nouveaux et nouvelles syndiqué·es ne reste pas à la CGT. Si nous n'étions pas un panier percé, notre nombre de syndiqué·es dépasserait aujourd'hui les 700 000.

Il s'agit d'un problème structurel sur lequel il nous faut absolument travailler très sérieusement. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe de perdre des salarié·es qui font l'effort de se syndiquer et disparaissent ensuite parce qu'ils et elles ne sont pas suffisamment accueilli·es ou accompagné·es ! Nous avons donc diligenté un rapport de l'IRES pour analyser précisément la situation. Celui-ci devra permettre au 54<sup>e</sup> congrès de prendre les mesures nécessaires en termes d'accueil et de structuration.



Lire le rapport  
de l'IRES

## Évolution du nombre de syndiqué·es



## Une campagne nationale pour les élections CSE

Dans l'urgence, alors que de nombreuses élections CSE avaient lieu en 2023-2024, nous avons dans des délais très courts, mis en place une campagne nationale pour la fin du cycle CSE. Un travail a été effectué sur les outils et la méthode.



Dossier du Peuple  
sur la méthode  
de renforcement

Dans un premier temps, il s'est agi de diffuser largement des outils pratiques pour faire face au pic des élections CSE, notamment le kit élections avec le livret « Mes droits en entreprise », un mini-guide, largement diffusé, pour protéger ses droits et en gagner de nouveaux en s'organisant avec la CGT. Puis, dans un second temps, de consolider une méthode cohérente de renforcement intégrant les différentes approches (démarche élections, projet de syndicalisation...) et un ciblage confédéral.



Livret « Mes droits  
en entreprise »

Le « kit élections » présente les outils essentiels à la réussite de chaque étape: anticiper et mobiliser en amont, préparer la négociation du protocole préélectoral, constituer les listes de candidat-es afin d'élargir la représentativité, mener campagne, valoriser le bilan syndical, puis poursuivre l'organisation après le scrutin, pour renforcer durablement l'action syndicale. La campagne a été lancée le 23 septembre 2024 à La Défense, lieu symbolique où 180 000 salarié-es – cadres comme travailleur-ses précaires – travaillent dans 3600 entreprises. L'objectif était d'afficher une CGT à l'assaut des grands groupes et des sièges sociaux, et de montrer l'importance stratégique de conquérir le vote des catégories Ictam (ingénieur-es, cadres, technicien-n-es, agent-es de maîtrise). La CGT s'est ainsi engagée avec une proposition concrète pour s'organiser et agir: se syndiquer, se présenter sur une liste CGT, voter CGT. Nous avons travaillé à améliorer l'imbrication avec les organisations du CCN pour éviter le travail en doublon (ex: mutualisations avec la fédération commerce et services...). Une dynamique qui pourra être amplifiée pour le prochain cycle!



Kit pour les  
élections CSE

Le Covid avait mis un coup d'arrêt à la caravane confédérale des saisonnier-es. Suite au 53<sup>e</sup> congrès, la Confédération a relancé son activité envers les saisonnier-es, couplée en 2023-2024 à la campagne des élections TPE. La Confédération a donc participé à une douzaine de déploiements par an en hiver et en été offrant un appui, une visibilité et une valorisation au travail des équipes militantes.



Guide saisonniers

## Des tendances lourdes qui pèsent sur notre représentativité

Ceci nous a permis d'obtenir des progressions intéressantes (Amazon, New rest, Airbus, Basic fit...) qui ont limité la baisse mais n'ont pas suffi à inverser la tendance de ces quatre derniers cycles électoraux. Les élections professionnelles marquent une stabilisation à la baisse de notre représentativité, tandis que notre implantation continue de reculer. La CGT reste deuxième organisa-

tion syndicale avec 1086341 voix (22,21 %), elle est représentative dans 90 % des branches et demeure en tête dans la Fonction publique.

Les élections TPE fin 2024, élections sur sigle, ont placé malgré une faible participation – seulement 4,07 % – la CGT largement en tête (27,64 % des voix), avec un écart qui se creuse avec la CFDT (13 points). Cela confirme notre forte popularité, mais souligne la nécessité de donner du sens au vote en créant une instance pour les salarié-es des TPE avec de vraies prérogatives et en nous donnant les moyens d'organiser réellement les salarié-es des TPE.

À la clôture d'un cycle de représentativité marqué encore une fois par la baisse de la participation et l'extension des déserts syndicaux, nous avons fait un constat sans détour : à chaque cycle depuis 2012, le score CGT s'effrite (de 26,98 % en 2012 à 22,21 % en 2025) et celui de la CFE-CGC progresse (de 10,93 % en 2012 à 12,95 % en 2025). Le constat est clair : dans nos bastions, les Ictam sont de plus en plus nombreux. La CFE-CGC est désormais première organisation syndicale dans les entreprises du CAC 40, et les ouvrier-es et employé-es sont externalisé-es et renvoyé-es dans des ETI ou PME ou dans des secteurs (logistique, tertiaire) dans lesquels nous sommes moins implanté-es.



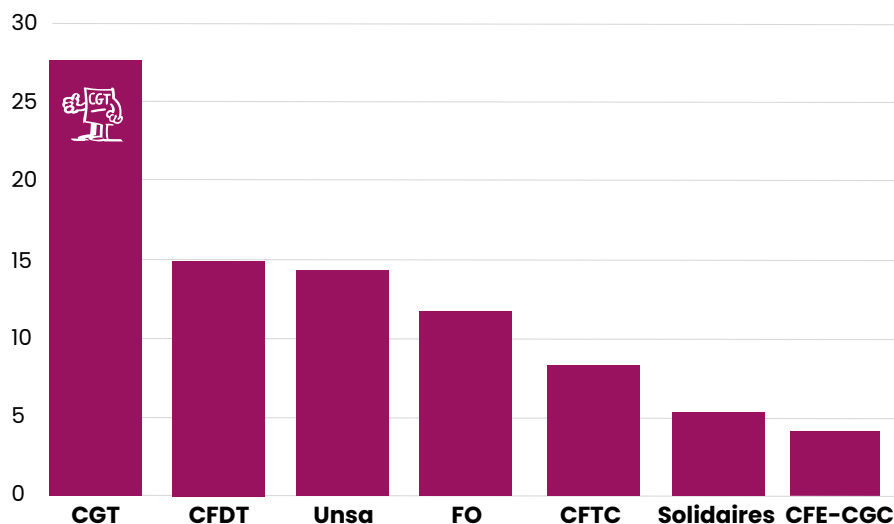
9 raisons de se syndiquer, de s'organiser et de voter pour la CGT

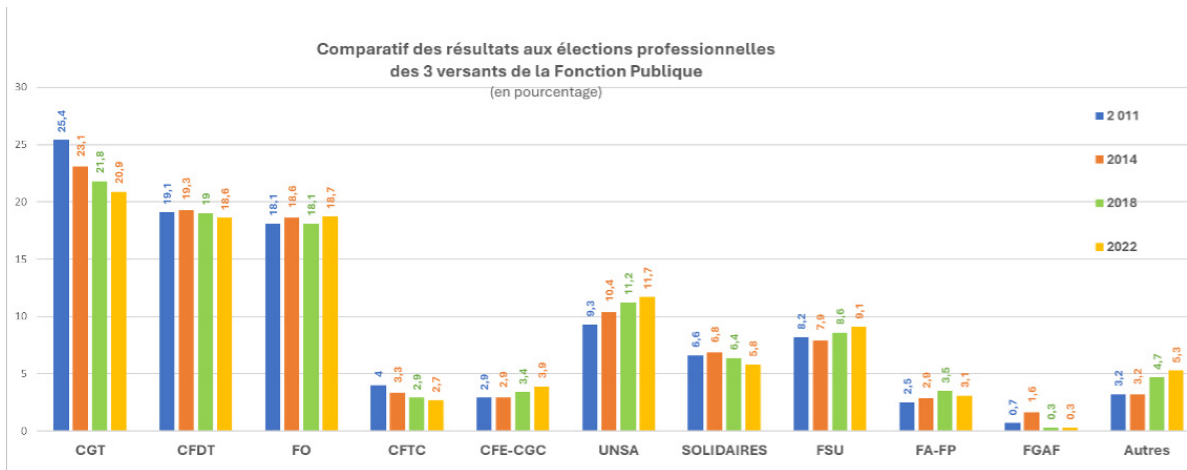
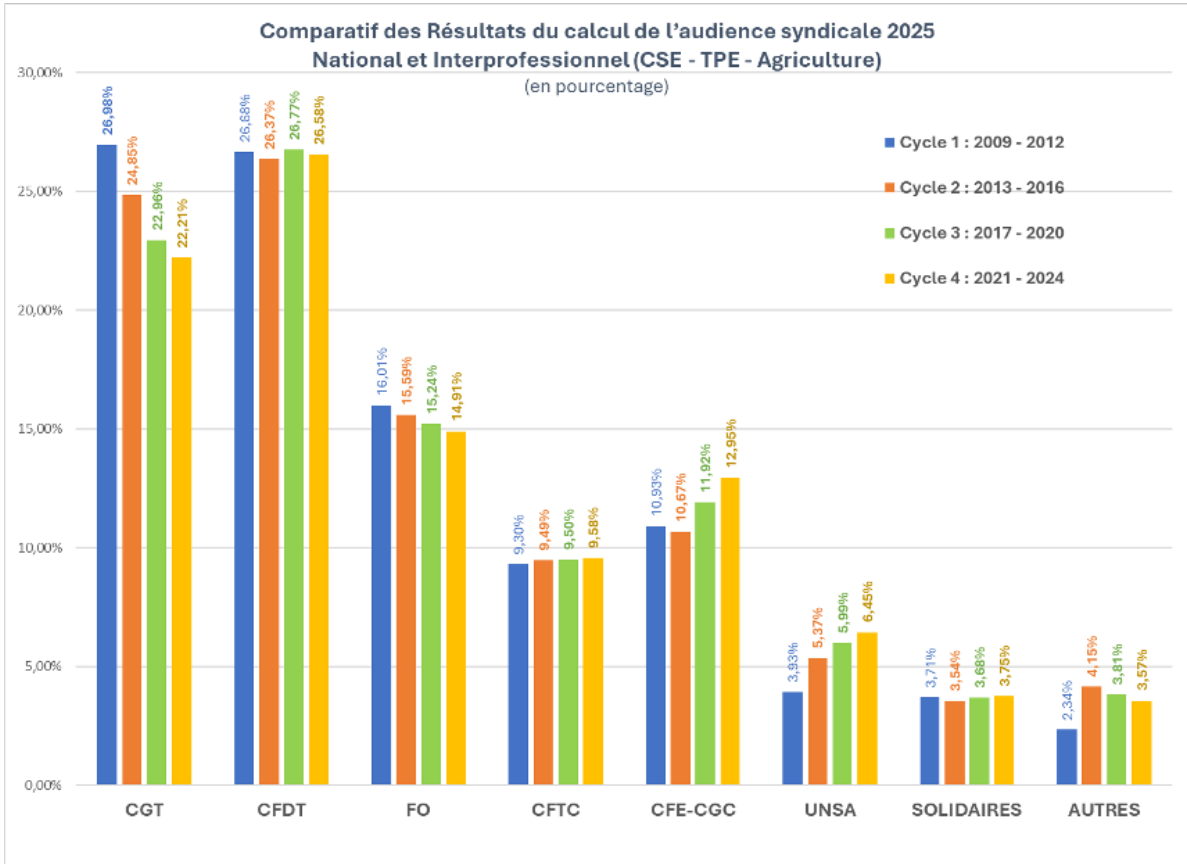


Élections professionnelles au CSE : le dossier

Nous avons aussi bien sûr pointé la responsabilité des ordonnances Macron et de la discrimination syndicale. La CGT a porté à cette occasion sa revendication d'une période commune de vote pour tou-ttes les salarié-es, avec une priorité accordée au vote physique, garantissant pleinement la liberté d'expression et le choix des salarié-es. Nous avons aussi exigé la réforme des CPRI pour créer de vraies instances représentatives pour les salarié-es des TPE, ce qui a permis l'ouverture de concertations au niveau du ministère du Travail sur le sujet.

## Résultats des élections TPE





## On s'organise pour renforcer la CGT

Ces constats ont guidé nos prises de décision pour inverser la tendance et renforcer notre syndicalisme. Sur le mandat, la CGT a consolidé ses éléments de démarche et de méthode de renforcement. Au niveau de la démarche, il s'agit de mettre en avant un syndicalisme qui organise, à rebours d'un syndicalisme délégataire. C'est tout le sens de notre mot d'ordre « On s'organise », décliné sur le terrain de la syndicalisation, des élections mais également sur le terrain revendicatif, notamment avec la campagne salaires. Ce mot d'ordre offensif s'adresse à la fois aux salarié-es et à nos structures CGT, pour renouer avec une culture d'organisation qui nous permette de résister, de faire front et de gagner sur nos revendications.

La mise en place d'une méthode de renforcement est confortée par les conclusions de l'audit de l'espace Vie syndicale mené en début de mandat. Cet audit a mis en évidence la problématique de la coexistence de deux démarches (les plans de syndicalisation et la reconquête électorale) sans réelle coordination. Les commissions confédérales renforcement-déploiement-élections et organisation-structuration-adhésions se sont donné comme feuille de route d'y remédier par la mise en place d'une méthode unique et rassemblée ayant comme ambition d'être portée par toute la CGT afin de les rendre plus cohérentes et efficaces. Ce travail au sein de l'espace Vie syndicale a abouti à la création du « Kit renforcement », structuré autour de trois grandes thématiques : se renforcer là où nous sommes présentes ; s'implanter là où nous sommes absentes ; structurer et solidifier la CGT.



Kit renforcement

La méthode de renforcement a été présentée au CCN de février 2025 et lors des journées nationales des animateur·ices à la vie syndicale, le 2 juillet 2025. Le kit, diffusé à l'ensemble des organisations, vise à impulser un plan national de renforcement ciblant notamment les grands groupes du CAC 40 et les entreprises de plus de 1000 salarié·es – un enjeu prioritaire pour accroître à la fois le taux de syndicalisation et l'audience électorale de la CGT.

## La formation syndicale, un outil pour le renforcement de l'organisation



La CGT, un syndicat de classe...et de masse ?  
Dossier du Peuple

Notre activité de formation a été soutenue. En moyenne sur le mandat, nous avons organisé 3600 stages et formé 38 000 stagiaires par an. Avec Prudis-CGT, nos unions départementales organisent en moyenne 300 stages par an pour former nos 1800 conseiller·es prud'hommes.

La refonte du parcours de formation générale a été achevée avec la formation « Impulser la démarche de la CGT ». Le bilan de la mise en œuvre de ce parcours devra être approfondi pour permettre d'identifier les ajustements à mettre en œuvre.

De nombreuses formations ont été construites pour accompagner le travail des commissions, notamment sur le renforcement et la syndicalisation, les VSS et la lutte contre les idées d'extrême droite. La formation pour les premier·es dirigeant·es a été réactualisée ainsi que la formation politique financière, avec en perspective la construction d'un parcours de formation.



Représentativité syndicale :  
la nécessaire reconquête des électeurs

## Relance du CoGiTiel V2 et des outils pour le tourisme social

Nous avons relancé des chantiers organisationnels clés et notamment le CoGiTiel V2 qui devrait être opérationnel fin 2026. Après plusieurs prestataires infructueux durant les précédents mandats, nous avons été contraint·es de relancer le projet de zéro à l'automne 2023 avec la coopérative Les Tilleuls, en



Revoir l'émission  
Backseat spéciale  
130 ans de la CGT

associant un développeur de la Confédération. Ce travail a fait l'objet d'une présentation au CCN de juin 2025 et a été suivi par un comité de pilotage associant les organisations. Le projet de modernisation de CoGiTiel vise à offrir aux syndicats un outil performant et adapté à leurs besoins fusionnant CoGiTiel et CoGéTise répondant également aux exigences du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Nous avons également relancé une feuille de route sur le tourisme social, validée par le CCN. Cette décision vient conclure deux ans de travail sur le sujet avec la reconstitution d'une équipe solide à l'Ancav, la liquidation de Touristra et la constitution d'un consortium pour sauver nos villages vacances, un travail conséquent sur les travaux pour moderniser ces centres en lien avec les CSE copropriétaires et la constitution d'un groupe de travail des organisations volontaires pour trouver les fonds nécessaires à ces investissements.

En parallèle, l'Ancav a repris pratiquement à zéro le travail de création d'une plateforme numérique (ex-Onyvago) pour offrir des services aux CSE. Il faut désormais pleinement développer cette plateforme, déployer le module de formation sur les Activités Sociales et Culturelles, et relancer la bataille sur l'accès aux vacances pour toutes et tous.

## Pour ses 130 ans, la CGT tournée vers les jeunes

Nous avons utilisé les 130 ans de la CGT pour tourner notre organisation vers l'extérieur et la jeunesse. Le lancement des 130 ans a été fait le 13 juin à Montreuil, en rassemblant près de 300 jeunes, mêlant camarades déjà responsables dans leur syndicat et nouveaux·lles engagé·es.

Les échanges ont révélé de fortes attentes en matière de justice sociale, de dignité au travail et de participation active dans la CGT, traduites par la volonté d'améliorer les conditions de travail, de faciliter l'accès à la formation syndicale, d'obtenir une place réelle dans les instances représentatives et de peser sur les décisions stratégiques sociales, environnementales et éthiques.

La journée s'est finie par une grande fête populaire à Montreuil rassemblant plus de 2000 personnes avec un concert, une émission de radio, des témoignages de lutte... Un véritable succès, renforçant la dynamique collective et amorçant la préparation du 54<sup>e</sup> congrès. Notre Institut d'histoire sociale a mis à disposition une magnifique exposition et un livre valorisant 130 luttes et 130 camarades.

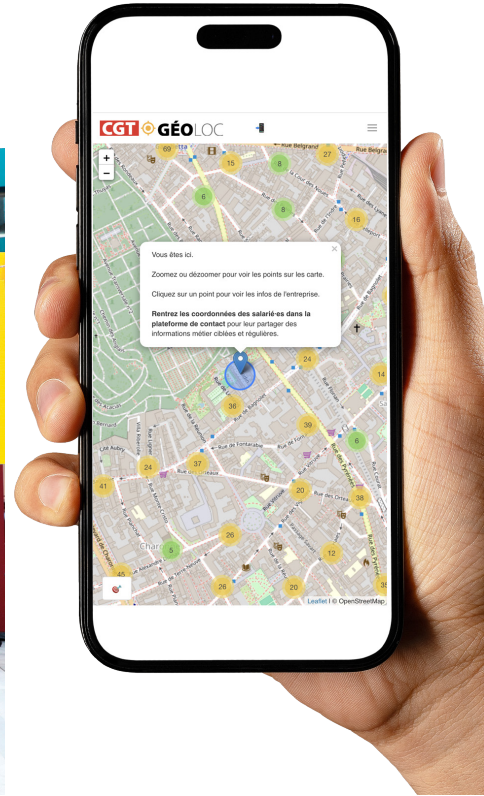
Enfin, grâce à la NVO, nous avons réalisé un album original avec 19 chants de lutte, présenté lors d'un concert rassemblant 6000 personnes à la Fête de l'Humanité le 13 septembre 2025. Les initiatives dans nos organisations ont été très nombreuses et notamment à Limoges, lieu du congrès de création de la CGT.



Dossier spécial  
130 ans de la CGT

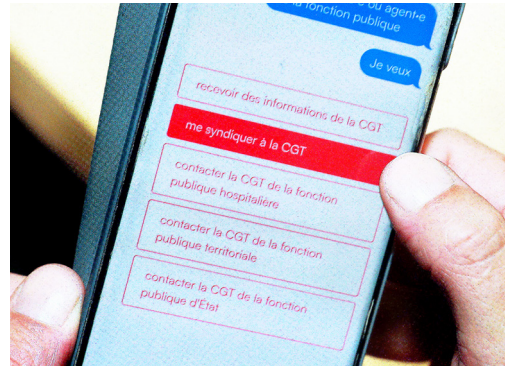


Commander l'album  
"La lutte est belle"

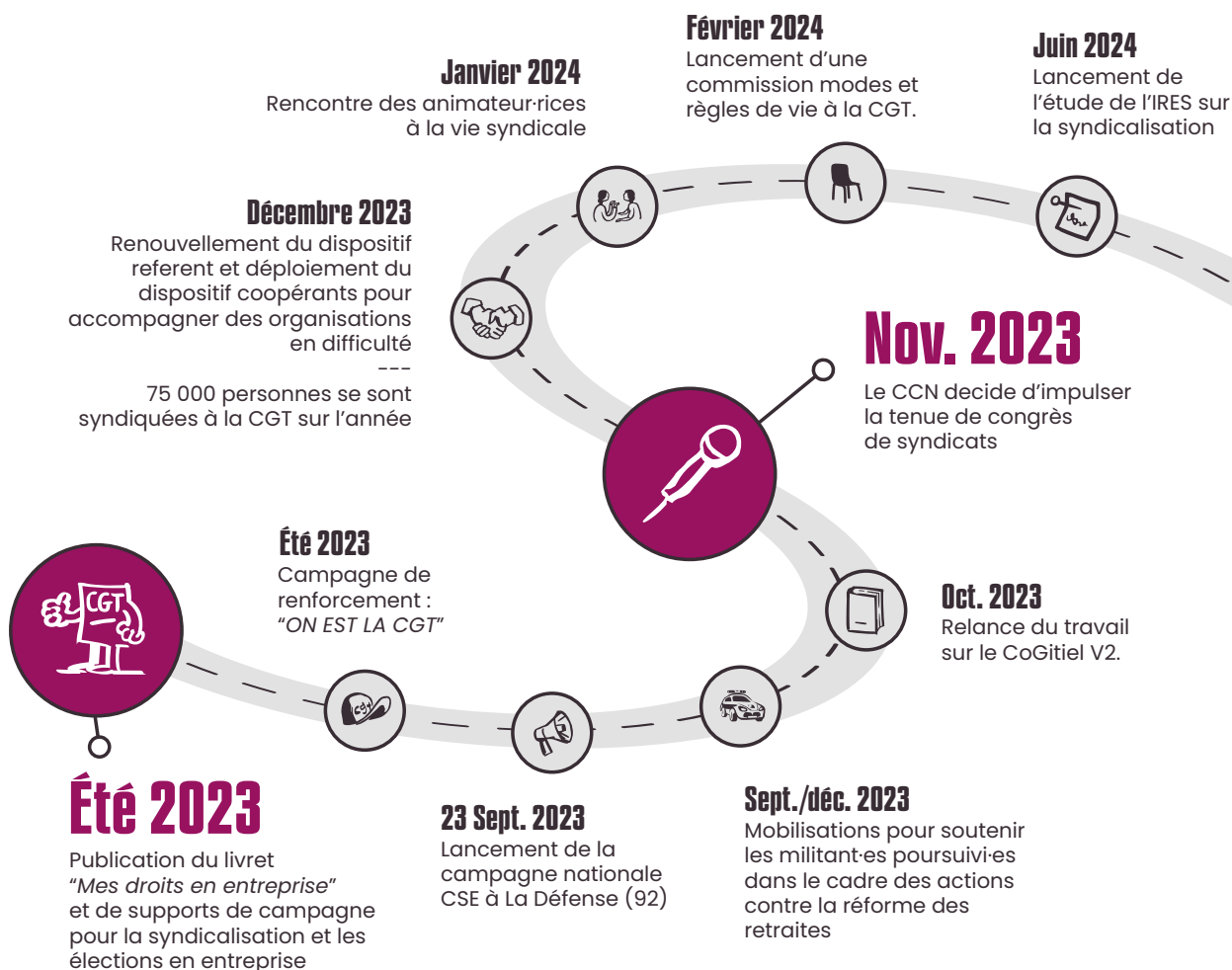


# ON S'ORGANISE POUR RENFORCER LA CGT





# Face aux attaques...



### Avril 2025

Bilan des élections professionnelles et adoption d'un plan de ciblage national pour le cycle 5

### Juin 2025

Présentation de la nouvelle version CoGiTiel au CCN

### 13 juin 2025

Pour ses 130 ans, la CGT rassemble 300 jeunes et SG de syndicats et organise un concert avec 2000 participant-es à Montreuil

### Décembre 2025

Mise en examen de Sophie Binet pour avoir dénoncé les délocalisations.

## 4 Fév. 2026

Meeting national de soutien à Sophie Binet et de lancement de campagne pour les libertés syndicales. Publication de la carte des bourses du travail menacées et de la liste noire de la répression syndicale.

### Février 2025

Présentation au CCN de la méthode unique renforcement "se renforcer / s'implanter / se structurer" avec des formations spécifiques.

## Janvier 2025

La CGT dépasse les 600 000 syndiqué-es

### Juillet 2024

Pic d'adhésions suite au positionnement de la CGT sur le NFP et contre l'extrême droite

### Été 2024

Renforcement du déploiement vers les travailleur-ses saisonnier-es

### Sept. 2024

Campagne TPE avec une application de déploiement pour aller au contact des salarié-es

## Déc. 2024

Élections TPE : la CGT arrive en tête avec 27,64 % des voix

# ... la CGT s'organise.

**54<sup>e</sup> CONGRÈS  
DES SYNDICATS**  
TOURS · 1<sup>ER</sup> AU 5 JUIN 2026



**DÉS REVENDEICATIONS  
PORTÉES ET GAGNÉES  
PAR LA CGT  
POUR LES SALARIÉ·ES**



# DES REVENDICATIONS PORTÉES ET GAGNÉES PAR LA CGT POUR LES SALARIÉ·ES

**EN LIEN DIRECT AVEC LE RENFORCEMENT DE LA CGT, LA CONFÉDÉRATION S'EST ATTACHÉE À METTRE EN PLACE, À TOUS LES NIVEAUX, LES CONDITIONS POUR OBTENIR DES VICTOIRES ET LES VALORISER. NOUS AVONS ŒUVRÉ POUR PLACER LA CGT AU CENTRE DU JEU.**

## Des résultats concrets pour l'ensemble des salarié·es

Le bilan d'activité est l'occasion de lister les choses concrètes que nous avons fait changer pour les salarié·es.

Notre stratégie d'unité et de mobilisation nous a permis de faire reculer Emmanuel Macron et le patronat sur l'essentiel des mauvais coups qu'ils voulaient imposer aux travailleurs et travailleuses. En juillet 2024, pour la première fois, nous avons réussi à gagner l'enterrement d'une réforme de l'assurance-chômage et envoyé aux oubliettes celle de Gabriel Attal, qui se serait traduite par des reculs pour plus d'un million de travailleurs et de travailleuses. Nous avons ensuite fait échouer l'essentiel des mesures d'austérité voulues par son successeur, Michel Barnier, et notamment la mise en place de trois jours de carence pour les fonctionnaires et la désindexation du régime de base de pensions des retraité·es.

Nous avons enfin fait échouer le plan de rigueur et de déréglementation inédit que voulaient imposer François Bayrou et le patronat en juillet 2025. Premier étage: un conclave retraite qui aurait débouché sur une désindexation des pensions, la gestion des retraites de base à l'image de l'Agirc-Arrco avec un système de pilotage automatique, et la création d'un étage de retraite par capitalisation. Deuxième étage: un plan de rigueur imposé notamment via le PLFSS et le PLF, avec une réforme du Code du travail (avec facilitation des licenciements, augmentation du temps de travail, élargissement de l'utilisation des contrats précaires...), le vol de deux jours fériés, le doublement des franchises médicales, la désindexation des pensions des retraité·es de 2026 à 2030, l'augmentation de la CSG pour les retraité·es, la désindexation de toutes les prestations sociales en 2026, la taxation des activités sociales et culturelles, la taxation des apprenti·es, la limitation des affectations de longue durée...



Assurance chômage:  
la réforme de trop !



Plus d'un million  
de manifestants  
le 18 septembre

Pour cela, nous avons contribué à faire échouer le conclave, puis travaillé pour relancer l'unité syndicale pour dénoncer le plan d'austérité annoncé par François Bayrou le 15 juillet avec une pétition estivale. La colère déclenchée par ces annonces a débouché sur le lancement de la date du 10 septembre sur les réseaux sociaux.



Mobilisation contre  
le budget d'austérité  
Bayrou

Évitant le piège de la mise en opposition des mobilisations citoyennes et syndicales, nous avons décidé d'appeler à la grève le 10 septembre (400 000 manifestant-es et 1000 appels à la grève) et d'initier des suites rapides en intersyndicale. C'est ce qui a donné naissance au 18 septembre (1,1 million de manifestant-es) puis au 2 octobre (600 000). Avec plus de deux millions de manifestant-es (10 et 18 septembre, 2 octobre), la rentrée 2025 a été la plus forte rentrée sociale depuis celle du 12 septembre 2017 consécutive à l'élection de Macron (500 000 annoncé-es). Cette séquence a démontré à la fois les potentialités de la mobilisation citoyenne et les formes inédites qu'elle peut prendre, l'importance du levier unitaire pour élever le niveau du rapport de force, les possibilités mais aussi les limites au développement des grèves dans les entreprises et administrations.

La CGT a joué tout au long de cette période un rôle pivot permettant la convergence des modes d'action. Malgré ses limites, ce processus de mobilisation a permis de faire échouer la majorité des mauvais coups du gouvernement et du patronat, d'inscrire durablement la question sociale et la justice fiscale dans le débat public et de les contraindre à décaler l'application de la réforme des retraites. Ce qui a permis la mobilisation, c'est la conscience de la crédibilité d'alternatives de justice fiscale avec la taxation des patrimoines (taxe Zucman) et le scandale des 211 milliards d'euros d'aides aux entreprises.



La CGT exige  
la conditionnalité  
et le contrôle  
des aides publiques  
aux entreprises.

Alors que la CGT dénonçait depuis plus de dix ans le scandale des aides publiques aux entreprises au cœur de la politique de l'offre et que nous avons été les premier-es à en fournir une première évaluation grâce à l'étude de recherche Ires-Clersé intitulée « Un capitalisme sous perfusion » (2022), la commission d'enquête sénatoriale a installé le chiffre de 211 milliards et confirmé la gabegie, forçant même une multinationale (Michelin) à rembourser une partie des aides touchées. Désormais, tout le monde est obligé de reconnaître qu'il y a un scandale et les curseurs vont être obligés de bouger. Cependant, nous n'avons pas réussi à empêcher l'ensemble des mesures de régression: le budget des hôpitaux et des services publics notamment est catastrophique.

À l'image de celle du 5 juin 2025, la journée de mobilisation du 2 décembre n'a pas été à la hauteur, du fait du refus des autres organisations syndicales de s'y joindre, du flou organisé sur le budget et de nos difficultés organisationnelles (lien avec les syndicats et manque d'ancrage notamment). Notre document d'orientation doit nous permettre d'apporter ensemble de premières solutions à ces difficultés, qui rejoignent les manques pointés lors du bilan de la mobilisation contre la réforme des retraites.

Nous avons aussi porté notre stratégie d'unité et de mobilisation pendant les négociations interprofessionnelles et placé la CGT au centre du jeu. Cela nous a permis d'empêcher des accords régressifs (ou de limiter la casse) sur la



Agirc-Arrco : la CGT s'oppose à la ponction du gouvernement

formation professionnelle, les retraites ou le chômage. À l'automne 2023, nous avons réussi à empêcher le gouvernement de mettre sous tutelle l'Agirc-Arrco et de voler ses réserves, ce qui se serait traduit par une baisse structurelle des retraites complémentaires, encore plus importante que les sous-indexations, et aurait favorisé les tenants de la retraite par capitalisation.

Nous avons gagné la fin de la limitation à trois mandats pour les représentant-es du personnel et obtenu, dans l'ANI sur les groupes de protection sociale (GPS), la reprise en main des GPS par les administrateur-ices, après avoir forcé le départ du directeur général d'AG2R. Enfin, grâce à la bataille juridique et militante enclenchée depuis dix ans, nous avons gagné le décompte de congés payés pendant les arrêts maladies.

Pour multiplier les victoires dans les entreprises et les administrations grâce à des négociations s'appuyant sur un rapport de force, nous avons mis en place une campagne salaires avec la mise à disposition d'un kit et un tuto pour les syndicats – avec consultation type, tracts, pétitions...



Campagne "urgence salaires"

Cette démarche part des besoins et préoccupations des salarié-es pour construire des revendications en phase avec leur niveau de conscience. Elle a permis de mener des actions syndicales pour gagner des augmentations générales de salaire en brut, plutôt que des primes occasionnelles souvent non cotisées. C'est ce que la CGT a réussi à gagner, en Auvergne-Rhône-Alpes, avec les salarié-es de G'Imprim, représentative des petites entreprises de moins de 50 salarié-es dans lesquelles l'implantation syndicale est encore trop faible. Ou encore ceux de JDE PEET'S qui, après quinze jours de grève, ont obtenu 160 euros bruts de plus par mois.

De très nombreux exemples existent où la méthode CGT s'appuie sur des pratiques syndicales majoritaires. Des pratiques qui visent à entraîner le plus grand nombre de salarié-es et qui, à chaque étape de l'action, visent toujours à élargir.

Les travaux de fond sur les exonérations de cotisations sociales et le Smic ont permis de mettre en lumière le système pervers qui est à l'œuvre et génère, avec la prime d'activité, une trappe à bas revenus. Ce sujet complexe nécessite d'être approprié par tout-es les syndiqué-es pour pouvoir créer le rapport de force nécessaire à la suppression des exonérations de cotisations sociales, comme le revendique notre organisation.

La construction d'une journée d'étude à destination des fédérations sur les négociations de classifications vise à faire face à l'offensive de déqualification menée par le patronat, Medef en tête.

Pour que nos revendications soient en adéquation avec l'évolution du travail, la fiche repères revendicatifs salaires 12a est en cours de réactualisation pour réévaluer le montant du Smic revendiqué par la CGT.

Ce bilan démontre l'utilité concrète de la CGT pour les travailleurs et les travailleuses, il nous faut le valoriser pour convaincre les salarié-es de se syndiquer et de se mobiliser!

## Une coordination des luttes pour multiplier les victoires emblématiques

La coordination des luttes a été renforcée pour mettre la force de l'ensemble de la CGT, au service de luttes gagnantes, renforçant d'autant la confiance de nos militant·es. Tout cela nécessite de populariser et médiatiser ces luttes, afin de créer un élan de solidarité, pour faire monter le rapport de force et casser l'isolement des camarades. Cet appui et cette solidarité envers les organisations concernées consistent notamment à mettre sous pression les directions d'entreprises, à multiplier les interventions auprès des décideurs (gouvernement, parlementaires, patronat...), contribue à construire des contre-projets, trouver des repreneurs, se défendre juridiquement...



Série « La lutte, ça gagne ! »

C'est ce qui nous a permis de gagner à Vertbaudet (Nord), à la Monnaie de Paris, à la tour Eiffel, au Campanile de Suresnes (Hauts-de-Seine), ou encore, la régularisation de 500 travailleur·ses sans-papiers en Île-de-France et dans le Nord. Cette force collective nous a également permis d'arracher le sauvetage du constructeur ferroviaire Valdunes dans le Nord, de la Fonderie de Bretagne (Morbihan), de la centrale de Gardanne (Bouches-du-Rhône) ou encore de la papeterie Chapelle-Darblay (Seine-Maritime) et on l'espère la relance de Vencorex. Aucune de ces victoires n'aurait été possible sans l'implication de toute la CGT et sans une Coordination des luttes, ce qui constitue toujours un enjeu stratégique pour le prochain mandat.

Ces belles victoires ne doivent pas occulter les trop nombreuses défaites qui mettent en évidence la violence des rapports de classe. Ce mandat a été l'occasion d'apporter le soutien de la CGT aux camarades du fabricant de cloisons Clestra, de la Verrerie du Languedoc, de l'entreprise sidérurgique Novasco, du sous-traitant automobile MA France et à tant d'autres qui ont subi la fermeture de leurs usines.

Le jeudi 27 novembre 2025 a été un jour historique pour notre industrie et ses emplois: l'Assemblée nationale a approuvé la proposition de loi de nationalisation d'Arcelor Mittal, construite avec les salarié·es de l'entreprise et leurs syndicats CGT. La mobilisation des salarié·es d'Arcelor depuis près de deux ans et de toute la CGT, et notamment la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie, les syndicats CGT des sites d'Arcelor Mittal et leurs unions départementales (Nord, Oise, Moselle, Loire-Atlantique et Ardennes) a eu raison de l'opposition du gouvernement et de l'obstruction du Rassemblement national qui avait déposé 290 amendements pour empêcher le vote. Ce vote, permis par la convergence de tous les groupes de gauche, est une victoire pour les salarié·es en lutte d'Arcelor Mittal et plus largement pour le monde du travail. Il marque un signal politique majeur en matière de politique industrielle, de reconquête des emplois et de notre souveraineté industrielle et ouvre la voie à un changement de doctrine en matière de politique industrielle. La CGT a ensuite obtenu que la loi suive son parcours en étant débattue le 25 février 2026 au Sénat et le 11 juin 2026 à l'Assemblée nationale pour être définitivement adoptée.



L'Assemblée vote la nationalisation d'Arcelor Mittal



Luttes gagnantes

La coordination des luttes réalise également un suivi de toutes les luttes dans lesquelles la CGT est impliquée. Depuis le 53<sup>e</sup> congrès confédéral, un recensement des luttes gagnantes permettant de gagner des augmentations de salaires, des embauches, des améliorations de conditions de travail ou la sauvegarde de l'emploi, a été engagé. Pour motiver les salarié-es à se syndiquer et à lutter et leur montrer l'utilité du syndicalisme, nous avons réalisé un recensement de toutes ces victoires.

## La bataille des JOP

La CGT s'est mobilisée pour que les Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de 2024 soient éthiques, écologiques, socialement responsables et sobres économiquement.



Le dossier complet  
sur [cgt.fr/jop](https://cgt.fr/jop)

Engagée dans la signature de la charte sociale des JOP, notre organisation n'en a pas fait un blanc-seing au patronat dans le but d'acheter une « paix sociale ». L'absence d'accidents mortels sur les chantiers directement sous responsabilité du COJOP – que l'on peut qualifier de « presque exemplaire » – est à mettre au crédit de notre vigilance et de notre pugnacité pour les 30 000 ouvrier-es concerné-es, avec une division par 4 du nombre d'accidents et aucun accident mortel. La preuve de la pertinence des revendications de la CGT : multiplication des contrôles de l'inspection du travail, droits et moyens spécifiques, pour que les organisations syndicales puissent contrôler les conditions de travail sur l'ensemble des chantiers en intégrant la sous-traitance, mise en place d'instances dédiées à la santé et à la sécurité au travail...

La mobilisation de la CGT a empêché le gouvernement et le patronat d'adopter une législation sociale d'exception et de profiter des JOP pour mettre en place des dérogations tous azimuts au droit du travail. Enfin, dans la dernière ligne droite avant les JOP, nous avons fait monter le rapport de force et multiplié les conflits pour obtenir les contreparties nécessaires aux travailleuses et travailleurs : RATP, SNCF, Monnaie de Paris, agent-es de sécurité... et jusqu'aux intermittent-es du spectacle avec qui nous avons organisé une grève durant la répétition générale pour qu'elles et ils obtiennent enfin une juste rémunération de leur travail.

Durant les JOP, des milliers de travailleur-ses ont contribué à la tenue des compétitions et des centaines de milliers d'autres ont vu leur vie professionnelle temporairement modifiée. Pour la CGT, il était hors de question que durant les JOP, le droit du travail soit hors-jeu. Horaires de travail, télétravail, prises de congés, repos hebdomadaires : la CGT a mis en place un numéro vert pour répondre aux questions des salarié-es, mais également leur permettre de signaler toutes les violations aux droits des travailleur-ses et de leur représenter-ses. Ce dispositif nous a permis de réagir rapidement, en alertant directement les instances concernées, et permis de défendre et accompagner de nombreux salarié-es victimes de contrats de travail « forfait jour » abusifs.



# POPULARISER ET MÉDIATISER LES LUTTES GAGNANTES

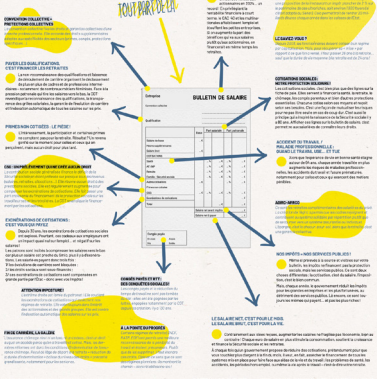
## Comment s'organiser pour gagner des augmentations de salaires

- Réunir le syndicat avec tou-tès les syndiqué-es**  
pour construire un plan d'action et affiner les arguments
- Échanger avec les collègues**  
syndiqué-es et non syndiqué-es pour identifier les besoins et demandes
- Proposer un questionnaire**  
pour élargir le soutien et évaluer les propositions
- Porter les revendications**  
auprès de la direction et informer les collègues des retours
- Construire une mobilisation**  
étape par étape pour élever progressivement le rapport de force
- Gagner !**  
Arracher des augmentations de salaire, revendiquer et médiatiser la victoire

A CHAQUE ÉTAPE LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET TERRITORIALES DE LA CGT PEUVENT AIDER LES SYNDICATS. LA SOLIDARITÉ, ÇA S'ORGANISE ! PLUS D'INFOS SUR [CGT.FR/SALAIRES](http://CGT.FR/SALAIRES)

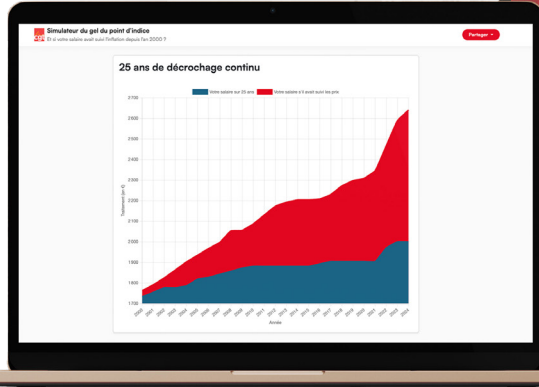
# RETRAITES : DE L' ARGENT IL Y EN A !

Les retraites sont directement liées au salaire et à l'emploi. La CGT décrypte.

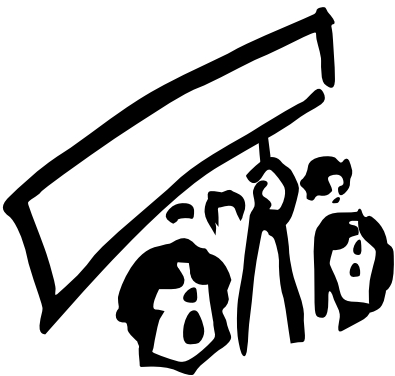


**25 ANS DE PERTES DE SALAIRE POUR LES FONCTIONNAIRES**

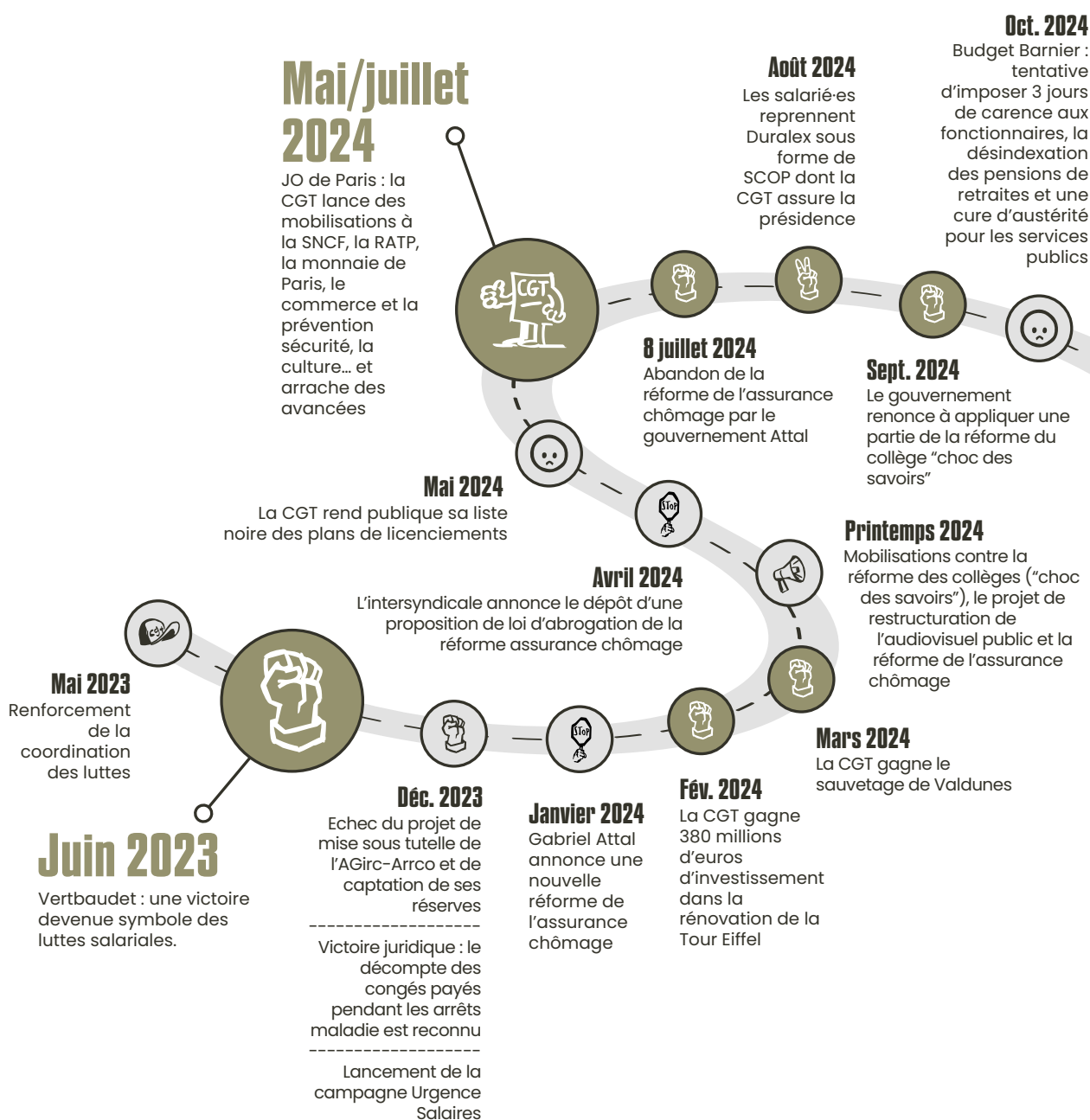
Calculez ce que vous avez perdu avec le simulateur CGT



## RETRAITES, EMPLOI, TOUT PART DE LÀ :



# Rien n'est écrit d'avance...



**10/18 sept.  
2 oct. 2025**

2 millions de manifestant-es dénoncent le budget d'austérité, notamment à l'appel de l'Intersyndicale

**9 septembre 2025**

François Bayrou est censuré, Sébastien Lecornu est nommé Premier ministre

**14 juillet 2025**

Annonce du plan de rigueur Bayrou qui prévoit déréglementation du travail et austérité sociale. L'intersyndicale dénonce le "musée des horreurs" et lance une pétition en plein été qui recueille 400 000 signatures.

**Juillet 2025**

Rapport sénatorial sur les aides publiques aux entreprises privées confirmant l'ampleur du scandale révélé par la CGT.

**Juin 2025**

La CGT gagne 50 millions d'euros d'investissements de l'Etat pour relancer la papèterie Chapelle d'Arblay.

**Avril 2025**

La CGT gagne le sauvetage de la Fonderie de Bretagne et de 266 emplois.

**Février 2025**

La CGT gagne la régularisation de 500 travailleur-ses sans-papiers en grève depuis cinq mois.

**Janvier 2025**

Les retraites augmentent de 2,2 % au 1<sup>er</sup> janvier. Les trois jours de carence, les remboursements de médicaments, l'augmentation de la fiscalité sur l'électricité et les coupes dans les services publics sont annulés. La réforme de la fonction publique est abandonnée.

**5 déc.  
2024**

Mobilisation massive et unitaire des fonctionnaires contre les 3 jours de carence et la réforme de la fonction publique.

Censure du gouvernement Barnier

**Déc. 2025**

L'année blanche, la taxation des malades, la réforme de l'assurance chômage, le vol de 2 jours fériés et l'essentiel des horreurs du budget Bayrou sont abandonnés.

**Janvier 2026**

La CGT gagne le redémarrage de la centrale de Gardanne et la réembauche de tous les salarié-es licencié-es. Les salarié-es ont imposé d'être 2<sup>e</sup> actionnaire pour contrôler la stratégie de l'entreprise.

**Février 2026**

Le gouvernement annonce l'abandon de la réforme de l'audiovisuel public.

**...nos luttes font  
la différence.**

**54<sup>e</sup> CONGRÈS  
DES SYNDICATS**  
TOURS - 1<sup>ER</sup> AU 5 JUIN 2026

**IV.**

**ALLIER INDUSTRIE,**  
**SERVICES PUBLICS,**  
**POLITIQUES PUBLIQUES,**  
**ET ENVIRONNEMENT**



# ALLIER INDUSTRIE, SERVICES PUBLICS, POLITIQUES PUBLIQUES, ET ENVIRONNEMENT

## Un plan d'action pour relever les défis industriels et environnementaux

Dans le cadre de la décision du 53<sup>e</sup> congrès, la CGT s'est retirée de la coalition « Plus jamais ça » et a porté les questions environnementales à partir du travail. Le CCN de juin 2023 nous a permis de lancer notre plan d'actions syndicales pour l'environnement et l'industrie. Il s'est traduit par la préparation et la tenue des états généraux de l'industrie et de l'environnement (EGIE) en mai 2024. Relever les défis industriels et environnementaux exige de rompre avec les politiques néolibérales qui freinent la réindustrialisation et qui mettent en péril l'avenir de la planète.



Site internet dédié :  
[ie.cgt.fr](http://ie.cgt.fr)

Le 28 mai 2024, les EGIE de la CGT ont rassemblé à Montreuil 800 participant·es pour débattre d'un projet qui allie réindustrialisation et défense de l'environnement. Cette initiative a été la première étape du plan d'actions adopté par le CCN en 2023, destiné à articuler enjeux sociaux et environnementaux. Ce plan s'est appuyé sur l'expertise des salarié·es, pour proposer des solutions de réduction d'impact environnemental et construire des orientations industrielles cohérentes, socialement équitables et écologiquement soutenables.



Réindustrialisation :  
les candidates  
aux élections  
européennes  
répondent à la CGT

Ces propositions visent à renforcer les droits des salarié·es, à mettre fin au dumping social et fiscal et à sécuriser l'emploi dans la transition écologique. Elles revendiquent également le renforcement de la puissance publique, pour planifier, conditionner les aides et sortir le secteur de l'énergie de la spéculation financière. Enfin, la CGT défend un financement massif de la transition environnementale via un pôle public, un fonds européen et d'importants investissements dans la recherche, les transports propres, les infrastructures et la rénovation des bâtiments. Nous avons interpellé les candidat·es aux élections européennes autour de 22 propositions. Ces propositions ont ensuite été déclinées et complétées tout au long du mandat et nous ont permis de montrer les alternatives concrètes à la politique du gouvernement.

## La CGT en première ligne contre les plans de licenciement et la désindustrialisation



Cartes interactives de suivi des suppressions d'emploi

En publiant notre liste noire des plans de licenciements, réalisée et mise à jour par la Coordination des luttes, nous avons mis en évidence le mensonge du gouvernement, qui se félicitait d'une prétendue réindustrialisation. Cette liste régulièrement mise à jour, reprise par les médias, et remise à chaque Premier ministre, et notre journée d'action du 12 décembre 2024, ont mis fin à la loi du silence sur les plans de licenciements et conforté la place de la CGT comme référence sur le sujet :

- en mai 2024, nous recensons 130 plans de licenciements et nous avons été les premier-es à annoncer une violente vague de désindustrialisation alors qu'Emmanuel Macron recevait les grands patrons à Versailles pour Choose France;
- en septembre 2024, lors de notre premier rendez-vous avec Michel Barnier, nous l'avons interpellé sur 180 plans de licenciements;
- en janvier 2025, lors du premier rendez-vous avec François Bayrou, nous lui avons remis une liste de 304 plans de licenciements;
- en septembre 2025, Sébastien Lecornu s'est vu remettre 422 plans de licenciements,
- lors de notre dernière conférence de presse le 9 décembre 2025, nous en recensons 483.



10 mesures pour sauver l'industrie

Grâce aux trois conférences de presse que nous avons organisées avec les fédérations de l'industrie et à nos multiples initiatives de luttes, nous avons mis la question de l'industrie au centre de l'actualité, démontré l'échec de la politique de l'offre d'Emmanuel Macron et empêché le patronat de prétexter de l'instabilité politique ou de la guerre commerciale pour justifier les licenciements. Nous avons démontré la réalité: le problème de notre industrie c'est que « *les rats quittent le navire* », que les multinationales n'en ont plus rien à faire de l'emploi en France et délocalisent pour verser toujours plus de dividendes aux actionnaires. Nous avons complété et précisé nos propositions avec 16 propositions contre la guerre commerciale (mai 2025) puis nos propositions pour les assises de l'industrie (décembre 2025). Avec la Fédération de la métallurgie, un plan de travail a été construit pour gagner la mise à l'ordre du jour à l'Assemblée nationale de la loi des GM&S sur les relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants.



16 mesures contre la guerre commerciale

## Des outils concrets pour l'action syndicale

L'ambition est désormais de porter des projets concrets en territoires. Si des initiatives se sont déjà tenues par exemple à Marseille ou à Rennes, en régions Bretagne, Grand Est ou Occitanie, force est de constater que notre ambition de tenir des états généraux dans tous les territoires reste à concrétiser. L'ob-



Le *Radar Travail et Environnement* : un outil pour agir dans leurs entreprises.



Journée d'étude sur les transformations du secteur des transports et les mobilités.



Le dossier interactif « *L'eau, notre bien commun* » rassemble analyses, ressources et supports pour défendre une gestion publique et démocratique de l'eau.



Pour répondre aux enjeux Climatiques, la CGT défend le développement de transports de marchandises par le rail

jectif est de définir collectivement les besoins des territoires, les luttes à mener et les axes d'une réindustrialisation centrée sur les besoins essentiels, dans le respect de la population et de la planète.

Pour aider nos organisations, le « radar travail-environnement », a été mis à disposition par notre Ugict. Grâce à cet outil, la CGT veut dresser l'image de ce que les entreprises réalisent ou pas en faveur de l'environnement. Les enjeux sont primordiaux en termes de formation, d'emploi, de recrutement et de conditions de travail.

Nous avons aussi mis à disposition des organisations une boîte à outils et plusieurs livrets pour porter la question industrielle et environnementale à tous les niveaux de la CGT. Des journées d'étude ont été consacrées à la mobilité et à l'eau, tandis que des batailles thématiques comme celle contre les PFAS (les « polluants éternels ») ont été confédéralisées. Des formations de diverses durées ont été conçues pour sensibiliser nos militantes, mais aussi pour approfondir la démarche que nous mettons en œuvre à partir du travail pour traiter les questions environnementales. Un site spécifique aux états généraux de l'industrie et de l'environnement a été conçu pour rassembler la documentation et nos propositions sur ces sujets.

## Mener bataille pour nos services publics

La CGT a rappelé durant ce mandat que la réindustrialisation doit s'accompagner d'un renforcement des services publics et d'un maintien durable de l'emploi dans les zones concernées. Ce qui met en évidence les liens entre industrie et place des services publics. Afin de donner une large visibilité à la nécessaire défense des services publics, les luttes menées dans la Fonction publique, mais aussi dans les entreprises à mission de service public, comme chez les cheminot-es, ont été mises en lumière. C'est aussi le cas pour l'énergie ou les organismes sociaux.

Dans la même logique, les organisations du CCN ont décidé de travailler à la réactualisation de la fiche 36 des repères revendicatifs confédéraux sur le « droit à l'énergie ».

C'est dans ce contexte que le gouvernement a profité d'une injonction de Bruxelles pour démanteler Fret SNCF et imposer sa privatisation. Plusieurs journées de grève ont été organisées par la Fédération des cheminots, qui a réussi à gagner un cadre unitaire. Cette mobilisation n'a pas suffi à obtenir une renégociation avec Bruxelles mais elle a au moins permis de gagner des conditions transitoires pour limiter l'impact sur les cheminot-es concerné-es. Alors que c'est désormais le transport de voyageur-ses qui va être ouvert à la concurrence, la bataille avec la Fédération des cheminots continue pour défendre le service public ferroviaire.



StopBudgetBayrou.fr



De l'argent, il y en a  
pour nos services  
publics !

Au croisement de la bataille pour le service public et des enjeux industriels, toute la CGT a pris la mesure de la lutte à mener. Dans le cadre des discussions budgétaires, nous avons poursuivi le débat sur le financement du service public et interpellé les parlementaires. Nous avons appelé à la grève le 10 septembre, le 18 septembre, le 2 octobre et le 2 décembre 2025, en liant lutte contre l'austérité et bataille pour un meilleur financement des services publics. Nous avons également posé la perspective d'états généraux des services publics dès début 2027, avant l'élection présidentielle, dans le cadre du plan intitulé « La meilleure des sécurités, c'est la solidarité », décidé en CCN en 2024.

Tout au long du mandat, la CGT a défendu un investissement massif dans les services publics et les infrastructures afin de préparer l'avenir. Parmi ses revendications, on trouve une réforme fiscale plus équitable, incluant le rétablissement des impôts sur les sociétés et la fortune, une taxation sur les dividendes, et la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité. La CGT insiste également sur une meilleure progressivité de l'impôt sur le revenu et une lutte accrue contre la fraude fiscale.

## Une campagne pour revaloriser les métiers du soin et du lien

Nous avons posé la nécessité de mettre en lumière les métiers du soin et du lien, et faire reconnaître leur valeur. Améliorer les salaires et les conditions de travail dans ces professions féminisées est crucial. Le collectif femmes mixité de la CGT a lancé la campagne « *Investir dans le secteur du soin et du lien* » pour mettre en avant ces métiers souvent dévalorisés et favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes et l'a appuyé sur une étude de l'Ires, présentée lors du colloque que nous avons organisé le 9 novembre 2023 au Cese. Cette étude démontre que faire respecter le principe du « À travail de valeur égal, salaire égal » et rémunérer ces métiers comme des métiers de valeur égale mais à prédominance masculine nécessiterait un investissement de 35 milliards d'euros, soit 1,4 % du PIB, avec des augmentations variant de 10 % à 76 % selon les métiers. Pour garantir un service de qualité, plus d'un million de nouveaux postes sont nécessaires, ce qui demanderait un investissement public d'environ 79 milliards d'euros, représentant 3,2 % du PIB. Les besoins diffèrent d'un secteur à l'autre, que ce soit pour la petite enfance, la perte d'autonomie, l'action sociale, la santé et l'éducation primaire. Enfin, cette étude démontre que créer des emplois publics est moins coûteux que de subventionner des emplois privés, et confirme notre exigence d'exclure le privé lucratif du secteur de prise en charge des personnes.

Il s'agit d'un double enjeu pour l'égalité femmes-hommes :

- revaloriser ces métiers féminisés, lutter contre les temps partiels, augmenter les salaires et faire enfin respecter le principe « À travail de valeur égal, salaire égal »
- développer les services publics pour socialiser les tâches domestiques et permettre aux femmes de travailler à temps plein.



80 milliards d'euros  
pour revaloriser les sa-  
laires et recruter dans  
les métiers du soin et  
du lien.

Ces propositions pour une reconnaissance des métiers du soin et du lien, et une politique publique de la petite enfance et de prise en charge de la dépendance à la hauteur des enjeux, devront continuer à être portées et s'intégrer dans la campagne « *La meilleure sécurité, c'est la solidarité* » proposée au 54<sup>e</sup> congrès.

## Des services publics pour la justice sociale et environnementale



Interpellation pour les municipales

Lors du mandat, la CGT a également poursuivi le travail en commun avec le collectif national « *Nos services publics* » et l'association Convergences services publics, pour permettre un regard citoyen au service de la défense des services publics.

Nous avons interpellé les candidat·es aux élections municipales et communautaires de 2026 avec 11 propositions pour renforcer les politiques publiques et à répondre de manière égale aux besoins de la population sur les territoires.

## Se réimpliquer sur les questions de logement



Manifeste pour le droit au logement

Les Assises nationales du logement du 2 avril 2025 nous ont permis de refaire de cette question un enjeu syndical et militant, en mettant à jour une plateforme revendicative sous la forme d'un manifeste. La CGT a réaffirmé que le logement est un droit fondamental et non négociable, au cœur de la justice sociale et de la dignité humaine. Face à une marchandisation accrue et à une crise qui touche des millions de personnes, la question du logement doit être un enjeu central de nos revendications. La CGT défend un grand service public du logement, garant d'un accès égal à un habitat décent, durable et abordable. Dans son manifeste, la CGT revendique l'inscription du droit au logement dans la Constitution. Le CCN du 28 août 2025 a validé la réactualisation de la fiche 28 des repères revendicatifs, intitulée « Un logement digne, un droit inaliénable pour toutes et tous ».

Cette démarche vise à concilier justice sociale et transition écologique, en assurant la proximité des services publics tels que les transports, la santé, l'éducation et la culture. Elle nécessite également une révision des politiques budgétaires, avec un financement majoritaire dédié au logement social et à l'accession sociale à la propriété. La CGT vise aussi à renforcer la participation des salarié·es dans les décisions relatives au logement en étendant leurs droits et leur représentation. La CGT dénonce la récupération politique de la crise du logement par l'extrême droite et appelle à une mobilisation collective pour garantir à toutes et tous un logement digne.



*En publiant notre liste noire des plans de licenciements, réalisée et mise à jour par la Coordination des luttes, nous avons mis en évidence le mensonge du gouvernement, qui se félicitait d'une prétendue réindustrialisation.*



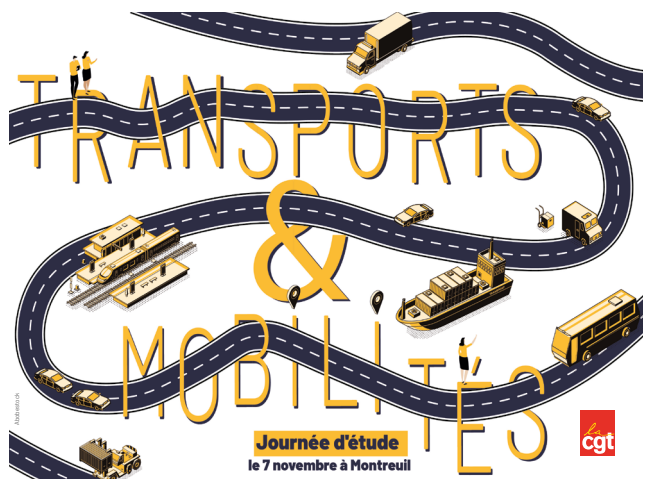
# pour la justice sociale & fiscale

## 2 octobre

grèves & manifestations dans tout le pays



**LA MEILLEURE SÉCURITÉ, C'EST LA SOLIDARITÉ!**





**RENFORCER LES DROITS DES SALARIÉ-ES, METTRE FIN AU DUMPING SOCIAL ET FISCAL, SÉCURISER L'EMPLOI DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE.**

# Pas de transition écologique...

**Juin 2023**

Lancement du plan d'actions syndicales pour l'environnement et l'industrie.

**Oct. 2023**

Publication d'un dossier sur le fret et la défense du service public ferroviaire.

**9 nov. 2023**

Présentation de l'étude IRES pour la revalorisation des métiers du soin et du lien

**Mars 2024**

La CGT dénonce la financiarisation des EHPAD et revendique un service public du grand âge.

**Avril 2024**

La CGT alerte sur les dérives des crèches privées lucratives et exige un service public de la petite enfance.

**Sept. 2024**  
Garanties sociales arrachées face au plan de démantèlement de Fret SNCF  
La CGT exige un moratoire sur les licenciements

**Octobre 2024**

Décryptage des projets de budget de l'État et de la Sécurité sociale.

**Nov. 2024**

Présentation des propositions d'urgence pour empêcher les licenciements.

800 militant-es participent aux États généraux de l'industrie et de l'environnement --

La Cgt dévoile la liste des 130 plans de licenciements en cours et présente ses propositions pour la relance de l'industrie

**Mai 2024**

**Juillet 2024** Dossier sur les feux de forêts et les enjeux climatiques.



# V.

**54<sup>e</sup> CONGRÈS  
DES SYNDICATS**  
TOURS · 1<sup>ER</sup> AU 5 JUIN 2026

**LA LUTTE CONTRE  
L'EXTRÊME DROITE,  
FIL ROUGE DU MANDAT**



# LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE, FIL ROUGE DU MANDAT

**LA LUTTE CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE A ÉTÉ TRAITÉE COMME UN FIL ROUGE TANT ELLE A STRUCTURÉ L'ENSEMBLE DU MANDAT, DU FAIT DE LA PROGRESSION INÉDITE DE CETTE MENACE. LÀ ENCORE, LA CGT AVAIT PRÉVENU. LE PASSAGE EN FORCE SUR LA RÉFORME DES RETRAITES OUVRIRAIT UN BOULEVARD À L'EXTRÊME DROITE.**

## Lutter contre le racisme, l'antisémitisme et l'extrême droite

Le sujet a été identifié dès le début comme prioritaire. Le 5 octobre 2023, 400 camarades étaient réunis à Montreuil pour un colloque intitulé « Lutter contre le racisme, l'antisémitisme et l'extrême droite », à l'occasion duquel nous avons rendu hommage à Henri Krasucki, en rebaptisant à son nom le parvis du siège national de la CGT.

La suite a confirmé combien la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie et l'extrême droite est un seul et même combat. L'extrême droite prétend désormais lutter contre l'antisémitisme, en lui substituant un autre racisme. À l'inverse, la minimisation de l'antisémitisme ne peut que dresser des oppositions néfastes. L'initiative du 5 octobre a aidé la CGT à avoir une réaction très claire et immédiate au 7 octobre 2023. La CGT refuse de choisir ou de mettre en concurrence les morts, elle condamne les attentats terroristes tout comme le génocide qui s'est ensuivi et refuse toute banalisation de l'extrême droite. C'est sur cette position que nous avons refusé d'appeler à la Marche contre l'antisémitisme de novembre 2023, à laquelle l'extrême droite a participé.

## Quiconque oublie son passé est condamné à le revivre...

Contrairement à ce que l'on entend souvent, on a déjà « essayé l'extrême droite », et le résultat s'est traduit par des millions de morts. C'était pendant la Seconde Guerre mondiale. Rappeler l'histoire du fascisme, sa filiation avec l'extrême droite d'aujourd'hui et le rôle et la place du mouvement ouvrier dans la Résistance est un levier de conscientisation et de formation. Nous avons fait en sorte que la CGT soit la plus visible possible à l'occasion des 80 ans de la libération du nazisme, en organisant de nombreuses initiatives en 2024 et en 2025.



Compte-rendu  
de la journée



Hommage à  
Henri Krasucki,  
ancien dirigeant  
de la CGT.



Hommage  
à Manouchian :  
« 23 étrangers  
et nos frères  
pourtant »

En organisant en février 2024 son propre hommage à Mélinée et Missak Manouchian et leurs 22 camarades, et avec la participation à la cérémonie officielle de panthéonisation d'un camarade représentant les travailleur-ses grévistes sans-papiers, la CGT a mis en lumière le rôle du mouvement ouvrier et des étranger-es dans la Résistance et évité la récupération macroniste. L'argumentaire « 23 étrangers et nos frères pourtant » a constitué un appui solide dans les syndicats et dans les formations organisées par les structures de la CGT dans la lutte contre la montée des idées d'extrême droite. La CGT n'a également eu de cesse de dénoncer la présence infâme, qui a entaché la cérémonie du 20 février 2024 au Mont Valérien, du RN, descendant politique des assassins de Manouchian et héritier du nauséabond régime collaborationniste de Pétain.



80 ans du CNR :  
écrivons la suite  
des jours heureux

Toujours dans ce souci de sauvegarde de la mémoire collective, nous avons profité des 80 ans du programme du CNR puis de la Sécurité sociale pour réaffirmer le rôle du mouvement ouvrier et l'actualité de l'héritage en organisant deux colloques et en republiant « Les Jours heureux », le programme du CNR, précédé de « Il est minuit moins le quart », rédigé par Sophie Binet. Nous avons célébré le 15 mars 2024 les 80 ans du programme du Conseil national de la Résistance. Notre initiative visait à rappeler le rôle du syndicalisme dans le CNR : plus de la moitié des membres du CNR étaient syndicalistes à la CGT mais aussi à la CFTC, et le dernier président du CNR était notre camarade Louis Saillant. Elle visait aussi à rappeler l'actualité du programme du CNR. Le colloque organisé par la CGT à cette occasion s'est déroulé au cinéma L'Arlequin à Paris. S'en est suivi un rassemblement rue du Four dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, lieu où s'est réuni le CNR pour la première fois. Nous avons également fêté les 80 ans de la Sécurité sociale en octobre 2025, lors d'un colloque organisé à l'Assemblée nationale lors duquel nous avons interpellé Yaël Braun-Pivet, Présidente de l'Assemblée nationale.

Dans cette bataille de fond, la CGT n'est heureusement pas seule. Des liens solides et durables se sont construits avec une partie du monde associatif ainsi qu'au sein de la société civile. Les forces grandissent et continueront de s'opposer fermement contre la haine de l'autre.

## Dissolution de l'Assemblée nationale : le mouvement syndical et citoyen empêche l'extrême droite d'entrer à Matignon

Alors que le Rassemblement national a fini largement en tête aux élections européennes rassemblant 31,3 % des voix (très loin devant la deuxième liste, Ensemble, rassemblant 14,6 % des voix), Emmanuel Macron a pris la décision de dissoudre l'Assemblée nationale, prenant ainsi le risque d'ouvrir pour la première fois les portes de Matignon à l'extrême droite. Dès le lendemain matin, la CGT a pris ses responsabilités par un communiqué de presse du Bureau confédéral « Contre l'extrême droite: front populaire », et le Bureau confédéral convoquait immédiatement une réunion des organisations du CCN.



Adresse à celles et ceux  
qui ne se reconnaissent  
plus dans la politique



Soirée de soutien à  
l'audiovisuel public

Dans la foulée, l'intersyndicale CGT, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires se réunissait au siège de la CGT et adoptait un texte appelant à manifester contre l'extrême droite et appelant les partis politiques à répondre aux exigences sociales. C'est grâce à cette pression populaire que les forces de gauche ont réussi à s'unir quelques jours plus tard et à rédiger le programme du Nouveau Front populaire, reprenant nombre d'exigences de la CGT. De nombreuses initiatives et manifestations ont été organisées qui ont rassemblé 800 000 manifestant·es et ont permis de sortir de la stupeur. Nous avons, avec de très nombreuses organisations et personnalités, multiplié les initiatives et organisé notamment deux grands meetings place de la République à Paris rassemblant à chaque fois des dizaines de milliers de personnes. Pendant ces quatre semaines intenses, toute la CGT a été sur le pont et a mis toute son énergie dans la bataille. La CEC et le CCN ont été réunis chaque semaine et les positions de la CGT ont à chaque fois été décidées à une très large majorité par le CCN: appel de la CGT à voter pour le programme du NFP puis au second tour à un front démocratique pour faire barrage à l'extrême droite. C'est bien la mise en campagne de la CGT avec le soutien de la société civile qui a permis de déjouer les pronostics. Des retraites aux législatives, le syndicalisme, et particulièrement la CGT, a pris un rôle de premier plan également sur la défense des valeurs démocratiques.

Nous le savons par notre expérience historique, le fascisme prend souvent le pouvoir légalement et le conserve en modifiant en profondeur l'appareil législatif. Les récents exemples à l'international nous le démontrent aussi, l'extrême droite ne rend jamais le pouvoir de son plein gré. Cette conscience claire du danger auquel nous faisons face nous a permis d'avoir une CGT unie et en ordre de marche pour mener cette bataille. Si les médias de masse n'ont pas manqué de souligner l'appel de la CGT à voter pour le programme et les candidates du NFP, cela nous a permis de rappeler que si nous sommes totalement indépendant·es nous ne sommes pas neutres. Certes un appel de la CGT au vote est rare, mais il n'est pas sans précédent – et toujours dans le respect de nos orientations et la défense de nos valeurs.



Le RN ment  
et on vous  
le prouve

Les résultats du 7 juillet et le fait que le NFP finisse, contre toute attente, en tête avec une très courte avance ont constitué une véritable victoire. Mais à victoire fragile, nulle place pour le repos... Contrairement à l'usage dans l'ensemble des démocraties parlementaires, Emmanuel Macron a refusé d'appeler la force arrivée en tête à constituer un gouvernement. Il a joué la montre pendant deux mois et a nommé un Premier ministre issu du parti politique ayant réalisé le plus mauvais score, Les Républicains. Ce faisant, il a, encore une fois, fait le choix de la crise politique pour tenter de maintenir sa politique économique et sociale.

Par ailleurs, si la mobilisation citoyenne et syndicale a permis d'éviter le pire, l'extrême droite a rassemblé près de 10 millions de voix (en prenant en compte les candidats d'Éric Ciotti) contre 7 millions pour le NFP. Si ce sont désormais l'ensemble des catégories socioprofessionnelles et des territoires qui votent pour l'extrême droite, elle fait toujours ses meilleurs scores dans les territoires désindustrialisés et ruraux et chez les ouvrier·es et employé·es. Chez les ouvrier·es et les employé·es qui votent, le RN fait deux fois plus de voix que le NFP. Ce sont les cadres et les professions intermédiaires qui votent le plus pour le NFP.

C'est donc notre base sociale qui constitue le cœur de l'électorat du RN. Rappelons cependant que même avec la forte participation de ces élections législatives, le premier parti des ouvrier-es et des employé-es reste, de très loin, l'abstention : 46 % des ouvrier-es et 42 % des employé-es ne sont pas allé-es voter aux élections législatives !

## La CGT met la lutte contre l'extrême droite au cœur de sa stratégie syndicale



Lire le rapport « *Mettre la lutte contre l'extrême droite au cœur de notre stratégie syndicale* »

Durant le mandat, l'extrême droite est devenue le danger principal. Elle bénéficie d'un soutien toujours plus important du capital, reprenant à son compte toutes ses exigences antisociales. Pour pousser nos capacités d'analyse et ajuster notre stratégie à cette nouvelle donne, nous avons organisé une journée de débat du CCN en août 2024 qui a ensuite donné lieu à la réactualisation de notre stratégie syndicale contre l'extrême droite.

La CGT est à l'initiative de la campagne intersyndicale lancée en mars 2025 contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme au travail, car le racisme est un ressort important de la montée de l'extrême droite et que l'unité syndicale est nécessaire pour y faire barrage. Le soutien aux travailleurs et travailleuses sans papiers est un autre volet concret de la lutte contre les idées d'extrême droite.



Le kit de campagne intersyndicale *Racisme, antisémitisme, xénophobie au travail, c'est non !*

Le mandat a été marqué par des luttes emblématiques, soutenues par la CGT, pour leur régularisation. Comme celle des 500 travailleur-ses sans papiers en Île-de-France, en octobre 2023, ainsi que la lutte des travailleur-ses d'Emmaüs dans le Nord. Après des semaines – voire des mois – de luttes, les victoires ont été retentissantes.



« *On bosse ici, on vit ici, on reste ici !* » retour sur la conférence du 15 janvier 2026

Le 21 janvier 2024, nous avons organisé une grande journée de manifestation, rassemblant de très nombreuses personnalités, pour dénoncer la loi « asile-immigration ». Cette initiative a largement contribué à la censure partielle de cette loi par le Conseil constitutionnel et permis de pointer solennellement la dérive de la macronie, prête à reprendre les idées de l'extrême droite.

Durant ce mandat, notre formation syndicale a eu pour priorité de dénoncer l'imposture sociale du RN et de lutter contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie et la xénophobie. Avec des objectifs clairs : appréhender le sujet, outiller pour expliciter, débattre au sein des syndicats, des professions et des territoires grâce aux argumentaires mis à disposition. Huit sessions de quatre jours ont été organisées au centre Benoît Frachon de Courcelle (deux en 2023, trois en 2024, trois en 2025) et treize du même type en territoires (cinq en 2024, huit en 2025).

Au vu des enjeux, nos organisations ont également dispensé 148 journées d'étude, à tous les niveaux de la CGT (37 en 2023, 66 en 2024, 45 en 2025). Malgré ce volontarisme évident, le sujet est difficile à mettre en débat dans certains



Compte-rendu de la journée « *Travailleur-ses migrants : comprendre les enjeux, construire les luttes* »

secteurs, la formation syndicale ayant même, dans certains cas, été refusée pour éviter les conflits et les décisions qui en auraient découlé. Notre démarche de lutte contre les idées d'extrême droite est à la hauteur des dangers et de nos responsabilités, mais une marche reste à gravir pour outiller toute la CGT.

## **Des batailles gagnées pour l'audiovisuel public**

Une part importante de médias privés est passée sous le contrôle de la « fachosphère », notamment ceux rachetés par Vincent Bolloré, milliardaire chantre du capitalisme le plus féroce, qui n'a que faire des victimes qu'il laisse sur le bord du chemin. Cet environnement médiatique nauséabond et falsificateur de l'histoire façonne jour après jour les esprits, jusqu'au plus haut sommet de l'État et du patronat, mais exerce aussi une influence sur la ligne éditoriale des autres médias. Notre bataille pour l'audiovisuel public est d'autant plus essentielle.

Grâce à la mobilisation de la Fédération spectacle, des syndicats de journalistes et à la grève des salarié-es de l'audiovisuel public, nous avons réussi à enterrer à trois reprises la réforme de l'audiovisuel public portée par Rachida Dati ! Face à la haine et au mensonge qui gagnent le débat public, notre bataille et nos expressions pour la liberté de la presse et pour l'audiovisuel public ont occupé largement le mandat.



**ON AVAIT PRÉVENU:**  
**LE PASSAGE EN FORCE SUR**  
**LA RÉFORME DES RETRAITES**  
**OUVRIRAIT UN BOULEVARD À**  
**L'EXTRÊME DROITE.**



**LA CGT MET LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE AU CŒUR DE SA STRATÉGIE SYNDICALE**



**travailleu·ses étranger·es avec ou sans titre de séjour** Pour l'égalité des droits et la dignité humaine

**établissons les faits en 10 points.**

- 1 Il n'y a pas de submersion migratoire**  
Aucune explosion des flux n'est révélée par la statistique nationale. Les immigrés ne représentent que 10,7% de la population, celles et ceux de nationalité extra-européenne 4,7%. Malgré une augmentation relative, la proportion de personnes nées à l'étranger est 1,5 fois plus élevée en Suède, en Allemagne ou en Belgique que chez nous.
- 2 Bruno Retailleau alimente la panique... en contradiction avec les chiffres de son ministère**  
Le ministre de l'Intérieur compte 7,8% d'étrangers en France. Seuls 18 départements ont un taux supérieur à la moyenne (notamment Ile-de-France et agglomérations marseillaise et lyonnaises). À l'inverse, certains départements présentent un taux inférieur à 4,3%.
- 3 La France n'a pas accueilli plus d'1/2 million d'immigré·es supplémentaires**  
Les services de l'Etat ont compté des personnes deux fois en additionnant demandes d'asile et premiers titres délivrés. Le chiffre annoncé par le ministre est donc faux.
- 4 Il n'y a pas un flot d'arrivées sur le territoire national**  
Les arrivées sont relativement stables. 300 000 personnes par an - dont beaucoup n'ont pas vocation à rester. En soustrayant les départs, 183 000 personnes. Selon l'Insee, entre 2008 et 2020, pour quatre entrées d'immigrés en France, on compte une sortie et un décès.
- 5 Une criminalisation de l'immigration**  
L'obligation de quitter le territoire français (OQTF) n'est pas une décision judiciaire mais un acte administratif qui s'applique systématiquement à toute personne ayant notamment fait l'objet d'un refus de régularisation. Faire des immigrés visés par une OQTF une catégorie de personnes revient à criminaliser et stigmatiser l'immigration dans son ensemble. La France est le premier pays de l'Union européenne en matière de distribution d'OQTF. Selon le rapport facultatif du Conseil d'Etat publié en mai 2024, en 2022, les tribunaux ont annulé 18% des OQTF qui leur étaient présentées.

**PROPOSITIONS CGT QUI VA VOTER QUOI ?**

|  |   |   |   |
|--|---|---|---|
| Augmentation des salaires sur les prix                                       | ✓ | ✗ | ✗ |
| Augmentation de la retraite à 64 ans   | ✗ | ✗ | ✗ |
| Augmentation du SMIC (2000€ brut)  | ✓ | ✗ | ✗ |
| Augmentation des agent·es publics  | ✓ | ✗ | ✗ |
| Amélioration des conditions de travail : (SCT, services publics locaux, ...) | ✓ | ✗ | ✗ |
| Planification  | ✓ | ✗ | ✗ |



**vingt et trois étrangers et nos frères pourtant**

vingt et trois amoureux de vivre à en mourir  
vingt et trois qui aimaient la France en s'abattant

Morts pour la France, la paix et la liberté. Antifascistes hier comme aujourd'hui.



# Riposte syndicale...

## Février 2024

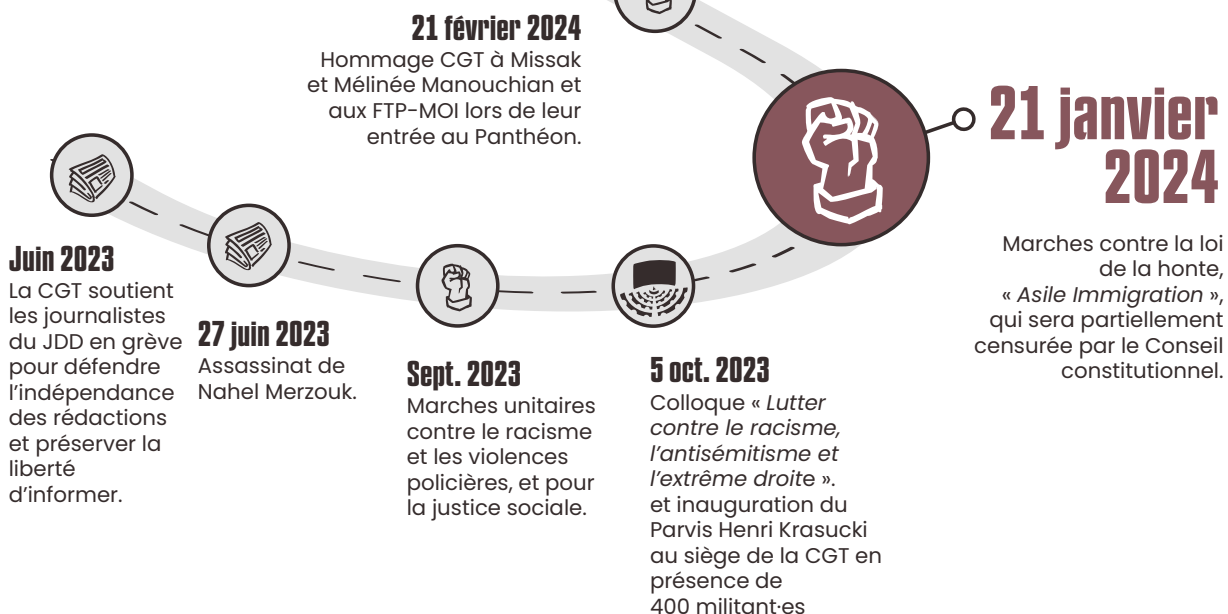
Victoire : 500 travailleur-ses sans-papiers régularisé-es après cinq mois de grève.

## Mars 2024

Colloque CGT – 80 ans du programme du CNR.

## Avril 2024

Colloque intersyndical européen « *Lutter contre l'extrême droite* » organisé à Paris.

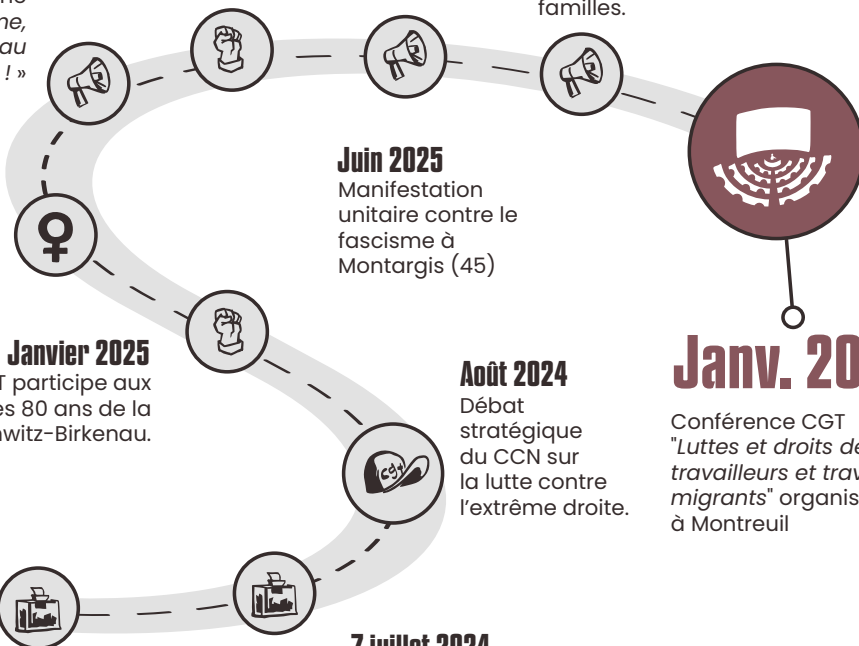


### Mars 2025

La CGT appelle à manifester pour la Journée internationale contre la discrimination raciale. Lancement de la campagne intersyndicale « *Racisme, antisémitisme, xénophobie au travail : c'est non !* »

### Février 2025

Rencontre : Riposte syndicale face aux offensives de l'extrême droite européenne contre les droits des femmes.



### Janvier 2025

La CGT participe aux commémorations des 80 ans de la libération d'Auschwitz-Birkenau.

### Mai 2025

La CGT participe aux commémorations des 80 ans de la chute du nazisme au camp de Natzweiler-Struthof.

### Déc. 2025

La CGT appelle à participer aux marches organisées à l'occasion de la journée internationale sur la protection des droits des migrant-es et leurs familles.

### Juin 2025

Manifestation unitaire contre le fascisme à Montargis (45)

### Août 2024

Débat stratégique du CCN sur la lutte contre l'extrême droite.

### Janv. 2026

Conférence CGT "Luttes et droits des travailleurs et travailleuses migrants" organisée à Montreuil



### 9 juin 2024

Au soir de la dissolution de l'Assemblée Nationale, la CGT publie « *Contre l'extrême droite : Front populaire* ». Le CCN appellera à voter pour le programme du NFP. La CGT co-organise de nombreuses actions unitaires contre l'extrême droite.

### 15-16 juin 2024

Manifestations dans toute la France contre l'extrême droite, à l'appel de la CGT, la CFDT, la FSU, l'Unsa et Solidaires.

### 7 juillet 2024

Résultat des législatives : le NFP arrive en tête et l'extrême droite est empêchée d'entrer à Matignon.

# ...face à l'extrême droite.



# VI.

**54<sup>e</sup> CONGRÈS  
DES SYNDICATS**  
TOURS · 1<sup>ER</sup> AU 5 JUIN 2026

**ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES,**  
**ÉGALITÉ DES DROITS,**  
**ENJEUX FORTS DU MANDAT**



# ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES, ÉGALITÉ DES DROITS, ENJEUX FORTS DU MANDAT

## Amplifier la bataille pour l'égalité entre les femmes et les hommes et contre les discriminations LGBTQIA+

En 2023, la CGT a pour la première fois de son histoire élu une femme secrétaire générale. Nous l'avons dit immédiatement, pas question que cette féminisation soit l'arbre qui cache la forêt. L'objectif était bien que cette féminisation de la première responsabilité se traduise par une amplification de notre bataille pour l'égalité entre les femmes et les hommes au travail, dans la vie et dans l'organisation.

L'augmentation des salaires des femmes pour atteindre l'égalité avec ceux des hommes est une condition essentielle pour leur émancipation financière. Elle rapporterait également 6 milliards d'euros dans les caisses de Sécurité sociale : une source majeure pour financer l'abrogation de la réforme des retraites.

Malgré les discours et les engagements répétés, notamment lors de la conférence sociale d'octobre 2023, la France a accusé du retard dans la transposition de la directive européenne « transparence des rémunérations », qui impose des obligations ambitieuses en matière de transparence et d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

La directive européenne prévoit des obligations claires pour les employeurs : publication des écarts de rémunération, accès renforcé à l'information pour les salarié-es, correction obligatoire des écarts injustifiés de plus de 5 % et sanctions en cas de manquement. Ces exigences sont indispensables pour rendre effectif le principe « à travail de valeur égale, salaire égal » et pour lutter contre la discrimination persistante, notamment dans les métiers à prédominance féminine et les emplois à temps partiel. La transposition de cette directive est un levier important dans la lutte contre les inégalités salariales.

Les concertations entre les ministères du Travail et de la Fonction publique, les organisations syndicales et patronales ont été enclenchées, ralenties par les changements de gouvernement et par le blocage du patronat. Les désaccords sont importants. Pour les syndicats, ces principes ne peuvent être mis en place qu'en contraignant les entreprises et les administrations. De son côté, le patronat prône la déréglementation tous azimuts.



Transparence des rémunérations : la France traîne les pieds

D'autres chantiers doivent s'ouvrir d'urgence pour agir réellement en faveur de la carrière des femmes et mettre fin au cumul des inégalités : discriminations salariales, faiblesse des grilles de rémunération dans les métiers à prédominance féminine, sur-représentation dans les emplois à temps partiel...

Ce cumul des inégalités est d'autant plus dévastateur au moment du départ en retraite, puisque les pensions des femmes sont 38 % plus basses que celles des hommes, phénomène qui s'aggravera avec la réforme des retraites de 2023. Nous avons demandé au gouvernement d'établir une stratégie globale en faveur des femmes par l'ouverture de concertations aboutissant à :

- la revalorisation des métiers à prédominance féminine, trop souvent sous-payés et invisibilisés ;
- la reconnaissance des conditions de travail et de la pénibilité, qui touchent particulièrement les femmes ;
- l'interdiction du temps partiel subi, qui reste un facteur majeur d'inégalités et de précarité ;
- l'ouverture de négociations de branches pour garantir des avancées concrètes et adaptées à chaque secteur.

Dans cette dynamique, la révision de la fiche 4 des repères revendicatifs, intégrant notamment le droit à un congé de santé hormonal, est en cours.



Extrait Twitch « Construire une grève féministe »

### **8 mars**

C'est en toute logique, depuis le 53<sup>e</sup> congrès et la dynamique de la bataille contre la réforme des retraites, que le 8 mars s'est inscrit dans le processus de mobilisation et que les enjeux d'égalité, via la grève féministe, ont pris un nouvel élan. Sa préparation confédérale en fait un axe central de nos mobilisations, liant bataille pour les salaires, lutte contre les idées d'extrême droite et revendications pour les droits des femmes en termes d'égalité, au travail comme dans la vie. Nous avons franchi une étape supplémentaire depuis le 8 mars 2024 en obtenant un appel à la grève commun avec la FSU, Solidaires, la CFDT et l'Unsa. La mobilisation va crescendo et de plus en plus de militant·es CGT s'y impliquent.

### **Rapport de situation comparée**

Chaque année, la Confédération fait le point sur la place des femmes et des hommes dans les directions d'organisations et présente un rapport de situation comparée au CCN. Une initiative à décliner dans les organisations !

### **25 novembre**

La CGT a continué d'organiser et d'impulser la journée de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre. Nous sommes la cheville ouvrière d'une large coalition d'associations qui a rédigé une loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles reprise par de nombreux parlementaires..

Cependant, le mandat a été aussi marqué par l'amplification des fractures au sein du mouvement féministe, notamment sur la question de la prostitution et sur la question des modes d'action.



Rapport de situation comparée

À cette complexité, s'est rajoutée celle de l'incertitude politique en France et dans le monde avec des conflits armés et la montée de partis d'extrême droite qui fragilisent les femmes et leurs droits. L'extrême droite s'attaque aux droits des femmes, mais elle essaye aussi via des collectifs comme Nemesi, de détourner les mobilisations féministes pour stigmatiser les hommes racisés en faisant comme s'ils avaient le monopole de la violence ! Si c'était le cas, il y aurait beaucoup moins de violences sexistes et sexuelles ! Gérard Depardieu, Joel Le Scouarnec, Dominique Pelicot et les milliers d'autres agresseurs sexuels sont bien français, et depuis des générations !

## Bilan du cadre commun CGT et cellule de veille contre les VSS



Cadre commun d'action et affiches de la cellule sur [app.cgt.fr](http://app.cgt.fr)

Après la mise en place en 2016 de la cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles, le CCN s'est doté en février 2023, à la veille du 53<sup>e</sup> congrès, d'un cadre commun d'action contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) dans la CGT. Un bilan du cadre commun a été réalisé, croisant le regard des organisations et de la cellule de veille et a confirmé qu'il est l'outil dont la CGT a besoin pour prévenir et traiter les VSS en son sein. Depuis son adoption, la majorité des VSS dénoncées sont réglées par les organisations. Le cadre commun a été réactualisé pour s'enrichir de ces deux années d'expérience en précisant de nombreux points de procédure.

La révision du cadre commun a également permis d'y intégrer le rôle de la cellule de veille et de prévoir son élection par le CCN pour renforcer sa légitimité dans l'organisation. La révision du cadre commun a été très largement débattue et travaillée avec le CCN : les organisations ont été consultées via un questionnaire, des réunions de fédérations et d'UD par grandes régions ont été organisées, avant la mise en place d'un processus d'amendements. C'est ce qui a permis l'adoption de la révision du cadre commun par une large majorité d'organisation du CCN en novembre 2025. L'annexion du cadre commun aux statuts confédéraux va désormais être proposée au 54<sup>e</sup> congrès, permettant ainsi de marquer une nouvelle étape dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans la CGT.

## L'égalité pour toutes et tous

L'inclusion des personnes en situation de handicap au travail et dans la société ne doit pas être un mot creux. La bataille pour l'égalité et l'obtention de nouveaux droits pour les personnes en situation de handicap est un combat syndical, politique social et humain. La CGT s'est attachée pendant ce mandat à poursuivre et à développer l'activité pour les travailleuses et travailleurs et privé-es d'emploi en situation de handicap à travers plusieurs axes de travail :

- le renforcement revendicatif des délégations CGT au sein des instances nationales, par un travail collectif et coordonné de préparation de ces instances, comme l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph), le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) et le Fonds pour l'in-



Agir pour les travailleuses en situation de handicap : un combat syndical

sersion des personnes handicapées dans la Fonction publique (FIPHFP). Une convention de partenariat a été signée entre l'Agefiph et la CGT en octobre 2025;

- le recensement des camarades identifié-es référent-es dans les territoires sur les questions de handicap, qui accompagnent les travailleuses et travailleurs dans leur démarche et/ou siègent pour la CGT dans les différentes instances qui traitent les dossiers ou des questions de handicap;
- la mise en place de « Rencontres annuelles du handicap », dont la première édition a eu lieu le 19 novembre 2025, pour débattre avec nos organisations des différentes problématiques et thématiques qui touchent les personnes en situation de handicap;
- la réalisation d'un guide sur le handicap à destination des organisations de la CGT;
- l'écriture d'un projet de fiche repères revendicatifs confédérale sur le handicap;
- la mise à disposition des organisations CGT de matériel de communication à destination des travailleur-ses, privé-es d'emploi et toutes les personnes en situation de handicap;
- l'ouverture d'une réflexion interne pour déployer au mieux la syndicalisation et l'organisation des travailleur-ses handicapé-es relevant des établissements et services d'accompagnement par le travail (Esat), qui, depuis la loi pour le plein-emploi du 18 décembre 2023, peuvent exercer leur droit de grève et adhérer à un syndicat.



Guide syndical  
« Lutter contre les  
discriminations  
LGTBQIA+ au  
travail »

## Lutter contre les discriminations

Dans la lignée des travaux engagés précédemment, la commission confédérale s'est attachée à poursuivre et finaliser le guide syndical « Lutter contre les discriminations LGBTQIA+ au travail ». Son lancement officiel a eu lieu le 17 juin 2025 à l'occasion de la première journée d'étude confédérale, salle du CCN.

Son thème « Agir syndicalement pour une meilleure inclusion et pour les droits des personnes LGBTQIA+ au travail » a permis de rassembler une centaine de camarades venu-es de tout le pays. Il convient maintenant de pérenniser l'initiative et l'élargir. C'est pourquoi la formation existante « Agir pour l'égalité » a été revue pour être concentrée sur 3 journées afin d'être accessible au plus grand nombre. Des journées de sensibilisation ont également été travaillées afin d'être déployées plus facilement au sein de nos organisations.

Durant le mandat, les unions départementales ont été plus nombreuses à participer aux marches des fiertés initiées par les associations. Dans certains territoires c'est la CGT qui a été à l'initiative de leur organisation. Pour faire connaître son engagement sur ces questions, la CGT a également participé en avril 2025 à Paris au forum associatif « Printemps des assocés LGBT », qui a vu passer plusieurs milliers de personnes, parfois surprises d'y trouver un syndicat.



**AMPLIFIER LA BATAILLE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET CONTRE LES DISCRIMINATIONS LGBTQIA+**

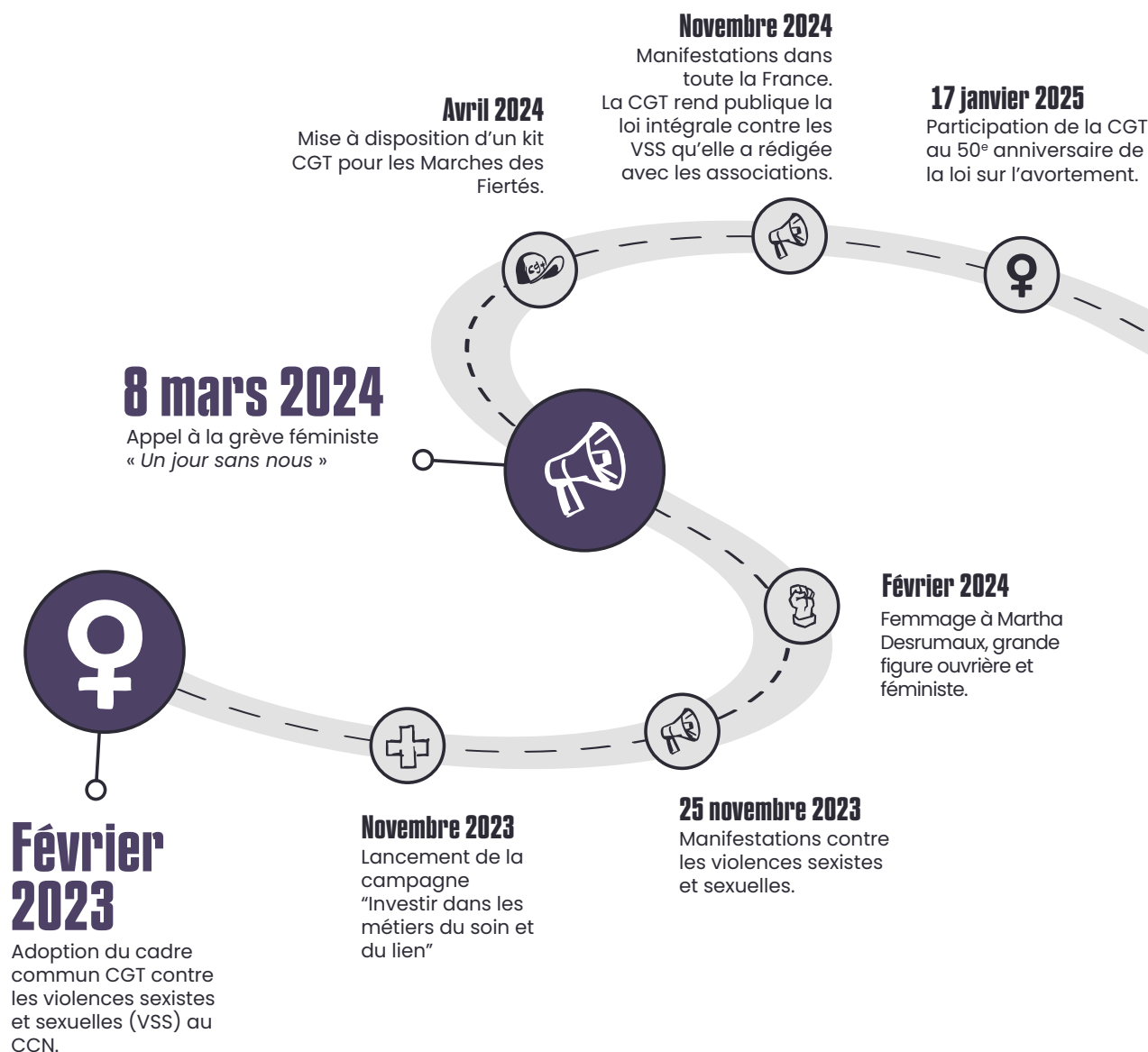




**À TRAVAIL DE VALEUR ÉGALE, SALAIRE ÉGAL**



# Égalité :





# FOCUS

## LA RELANCE DU TRAVAIL AVEC LA FSU

Le 53<sup>e</sup> congrès a rappelé que « l'unification du syndicalisme est une dimension identitaire de la CGT » et a acté la nécessité d'un « travail en commun et démocratique avec les organisations syndicales qui souhaitent en finir avec l'éparpillement syndical ». Les discussions du congrès ont fait ressortir que les démarches qui engageaient à la fois la FSU et Solidaires n'étaient pas partagées par l'ensemble des organisations. Le mandat était donné de mettre en débat notre stratégie dans nos organisations et de construire « des étapes partagées ». D'un commun accord, le travail avec Solidaires a été redimensionné pour être centré sur l'unité d'action et nos interventions convergentes dans l'intersyndicale et les divers collectifs unitaires auxquels nous participons. Le travail de rapprochement syndical a donc été centré sur la FSU suite à la longue bataille intersyndicale des retraites de 2023. Ce travail commun a été initié en 2009. Nos deux organisations partagent des pratiques complémentaires et une analyse similaire du contexte social et des mobilisations. Ainsi, pour gagner dès 2023, il aurait fallu plus de luttes, plus de grèves et une meilleure implantation syndicale.

La CGT et la FSU sont des organisations historiquement sœurs, avec la FEN qui faisait partie de la CGT avant 1948 avant de choisir l'autonomie « en attendant la réunification », et dont la division donnera finalement naissance à l'Unsa et à la FSU. Mais toute l'histoire de la CGT, c'est d'unir le salariat. Elle a toujours bataillé pour l'unification syndicale, comme en 1936 avant la première grève générale de ce pays, puis en 1943, ce qui conduira au CNR et aux très importantes conquêtes sociales. Une voie que la CGT poursuit aujourd'hui, conformément à nos statuts et au vote, à près de 73 %, du document d'orientation, lors de notre 53<sup>e</sup> congrès.

Aujourd'hui, la CGT comme la FSU pratiquent l'unité d'action, une démarche revendicative sur des exigences communes. Ces deux organisations partagent le syndicalisme de transformation sociale, c'est-à-dire de classe – indépendant des directions d'entreprise, et des pouvoirs politiques – et de masse – à vocation majoritaire, en cherchant à rassembler le plus grand nombre pour gagner sur nos revendications. Le cœur de la démarche concerne bien sûr l'Éducation nationale, secteur le plus syndiqué de tout le salariat, mais où les limites d'un syndicalisme autonome pèsent sur le rapport de force. C'est sur ce sujet que nous devons poursuivre nos réflexions.

En octobre 2023, la CEC a validé la relance du travail en commun avec la FSU et la mise en place d'un groupe de travail qui a organisé de multiples rencontres avec les fédérations concernées et dans de nombreuses unions départementales. Dans une exigence de démocratie et de transparence, plusieurs documents ont été publiés, ainsi que des comptes rendus après chaque rencontre, pour informer les organisations et syndicats CGT et leur permettre de prendre part aux débats.

Les travaux se poursuivent avec la constitution d'une « maison commune », terme historiquement employé par Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT. Sa vocation est de permettre des échanges réguliers et privilégiés avec la FSU, pour se coordonner sur la stratégie, la lutte et les revendications : qualifications, services publics, management, protection sociale, féminisme... Cette maison commune permet aussi de travailler ensemble sur la formation syndicale ou l'international.

Il ne s'agit ni d'une fusion ni de la création d'une superstructure décisionnelle, mais d'un outil de coordination qui donne des perspectives contre la division du salariat.



# VII.

**INTERNATIONAL ET EUROPE:  
S'ORGANISER POUR LA PAIX ET  
LA JUSTICE SOCIALE**

# INTERNATIONAL ET EUROPE: S'ORGANISER POUR LA PAIX ET LA JUSTICE SOCIALE

## Durant le mandat, un véritable basculement du monde



Appel à rassemblement  
en soutien à la popula-  
tion du Venezuela

Guerre d'annexion menée par Poutine en Ukraine, génocide des Palestiniens de Gaza, agression impérialiste étasunienne au Venezuela: de plus en plus, la loi du plus fort remplace sans complexe la fragile notion de droit international et le multilatéralisme (relatif car entre les mains des grandes puissances).



Rapport à la CEC «*Quelle  
stratégie syndicale face  
à Trump ?*»

Avec l'élection de Trump, la première puissance mondiale est passée entre les mains de l'extrême droite. Cette élection arrive alors que de nombreux pays ont déjà basculé à l'extrême droite: la Russie, l'Argentine, l'Italie, la Hongrie, Israël, la Turquie, l'Inde... Trump a pris la tête d'une internationale réactionnaire bien décidée à installer dans un maximum de pays, et en premier en Europe, des gouvernements d'extrême droite.

## Le capital fait le choix de l'extrême droite contre les droits des travailleur·ses

Ce basculement du monde, c'est également celui d'une partie du capital dans le camp de l'extrême droite. Avec l'aide des plus grands milliardaires, à commencer par Elon Musk, qui possèdent les nouvelles technologies du numérique, les réseaux sociaux et les médias, cette internationale d'extrême droite détient une force de frappe importante.



Publication en réaction  
aux manifestations en  
cours à Minneapolis  
contre l'ICE

Le corollaire de ce ralliement du capital à l'extrême droite est une dynamique internationale de rapprochement accéléré entre droite et extrême droite pour gouverner au détriment des droits des travailleur·ses. Au Parlement européen, le cordon sanitaire établi pour isoler l'extrême droite a été supprimé par la mise en place d'une union inédite entre la droite et l'extrême droite. Ce « pacte des droites » a permis au Parlement d'adopter une directive « Omnibus » qui soutient la recherche du profit contre le respect des droits humains, sociaux et environnementaux. Ce texte amoindrit drastiquement le contenu de deux directives: celle sur le devoir de vigilance des grandes entreprises dans leur chaîne d'approvisionnement et celle sur l'obligation faite aux entreprises de communiquer sur les conséquences sociales et environnementales de leurs activités.

## La construction d'une riposte syndicale internationale



Rapport à la CEC  
«Mettre la lutte contre  
l'extrême droite au  
cœur de notre stratégie  
syndicale»

Pour prendre immédiatement la mesure des bouleversements profonds induits par l'élection de Trump et après un débat en profondeur, la CGT a défini sa stratégie au niveau international. À partir de notre analyse, nous sommes intervenu-es à la CES (Confédération européenne des syndicats), à la CSI (Confédération syndicale internationale) et au TUAC (Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE) pour pousser des réorientations stratégiques, notamment sur les questions de libre-échange, de paix, de lutte contre l'extrême droite et de construction européenne. Nous avons ainsi obtenu que la CES se dote d'un laboratoire de suivi de l'extrême droite, le groupe « bread and roses », chargé de la veille, de l'analyse et de la mutualisation des différentes initiatives sur le sujet. Nous avons également gagné la mise en place par la CES d'un groupe de travail syndical pour la paix.

## Face à la multiplication des conflits, partout la défense d'une paix juste et durable



Flottille  
pour Gaza

On recense près de 60 conflits en cours dans le monde. Face à l'ampleur de la tragédie en Palestine, nous avons participé à l'ensemble des mobilisations initiées par le Collectif pour une paix juste et durable, travaillé à l'élargissement de l'unité syndicale sur le sujet et multiplié les interpellations du président de la République. La CGT a été à l'initiative ou a participé à des actions concrètes (blocage de livraisons d'armes par les dockers et portuaires CGT dans les ports et par les syndicats CGT d'aéroports de Paris...).



Collecte CGT  
pour l'UNRWA

Nous avons participé à Hébron au congrès de la PGFTU (Fédération générale palestinienne des syndicats) ou encore lancé une collecte pour l'UNRWA (agence de l'ONU pour les réfugié-es palestinien-nes) et récolté plus de 100 000 euros. Des alliances internationales se sont construites en collaboration avec des syndicats britanniques, canadiens et français, pour exiger la reconnaissance de l'État palestinien et la suspension de l'accord UE-Israël. En septembre 2025, la CGT a participé à la flottille pour Gaza en envoyant le secrétaire général de l'UD 31 à bord. Ces initiatives ont été déterminantes pour gagner un changement de position de la France, qui a reconnu l'État de Palestine, entraînant de nombreux pays derrière elle, ce qui a créé le rapport de force pour obtenir le début d'un fragile processus de paix.



Reportage sur un piquet  
de grève où travailleurs  
russes et ukrainiens  
luttent côte à côte  
contre un patron voyou

En Ukraine, depuis l'agression russe, la CGT accompagne les syndicats locaux FPU et KVPU, organise des convois humanitaires, dont un en 2024, apporte du matériel de première nécessité et exprime son soutien politique. La CGT appuie le combat contre l'instauration d'un code du travail ultralibéral, milite pour une reconstruction respectueuse des droits sociaux et syndicaux et défend la justice sociale. La CGT défend une paix juste et durable en Ukraine, les droits des réfugié-es et pousse à la mobilisation internationale pour la solidarité et l'équité, y compris à l'occasion de rassemblements avec la diaspora ukrainienne en France.

## Pour la paix et le désarmement nucléaire



Interview de  
M. Shigemitsu Tanaka,  
 survivant du  
 bombardement  
 de Nagasaki

Devant les dangers de confrontations entre plusieurs pays en capacité de déclencher le feu nucléaire, nous avons organisé en janvier 2025 une conférence pour la paix rassemblant 200 militant-es et marquée par l'intervention de Nihon Hydankio, Prix Nobel de la paix 2024, touché dans sa chair par la bombe de Nagasaki, de la Secrétaire générale adjointe de Gensukyo, mouvement de la paix japonais, et d'un vice-président de Zenroren, syndicat japonais partenaire de la CGT. À cette occasion, devant l'Île Longue, principale base militaire française équipée en arme nucléaire, nos organisations ont lancé un « Appel mondial pour l'élimination totale des armes nucléaires » déjà signé par de nombreuses personnalités.



Vidéo d'Histoire  
sur la CGT et la paix

Une délégation de la direction confédérale de la CGT, ainsi que plus d'une centaine de militant-es français-es pour la paix, se sont rendu-es à Hiroshima et à Nagasaki. Pour la commémoration officielle, la délégation de la CGT a été invitée par la ville d'Hiroshima, reconnaissant les actions de la CGT pour la paix, à être présente dans la tribune officielle.

Pour un monde en paix, pour la vie, pour l'avenir, la CGT a porté la campagne d'interdiction des armes nucléaires. L'engagement de la CGT pour la paix et le désarmement s'est également traduit par la participation aux mobilisations du 21 septembre, journée mondiale pour la paix.

## Faire vivre une solidarité concrète

La CGT a participé à des opérations concrètes de solidarité à Cuba avec plusieurs envois de containers. Pour Mayotte, nous avons récolté près de 300 000 euros et envoyé, grâce à la mobilisation de la Fédération ports et docks et de la CGT, via La Réunion, plusieurs containers de vivres et matériels. Deux voyages de la secrétaire générale de la CGT y ont été organisés (en mars et juillet 2025), ainsi qu'une mission parlementaire à laquelle ont participé des camarades de la CGT mandatés au Cese (mai). Ceci a permis de relancer la bataille pour la convergence sociale et d'exiger l'égalité des droits, à l'inverse du « sauf Mayotte ». Face à la vie chère, nous avons mis en place un collectif englobant l'ensemble des confédérations CGT ultramarines qui travaillent à un cahier revendicatif autour d'axes communs à l'ensemble de ces territoires et visent à se coordonner contre les multinationales – notamment GBH.

Au-delà des engagements traditionnels, la CGT a intensifié sa coopération avec des partenaires syndicaux dans les pays où l'extrême droite a accédé au pouvoir (Argentine), dans les pays en conflit ou en transition, en particulier en Asie, Afrique et au Moyen-Orient. Nous avons envoyé des camarades sur place, aidé à la formation des militant-es locaux-les et participé à des programmes d'échanges internationaux pour renforcer la capacité d'action syndicale dans ces zones sensibles. Ainsi, en Afrique de l'Ouest, la CGT soutient activement la montée en puissance de syndicats indépendants pour faire face aux défis des restructurations économiques et de la pression néolibérale.

Par ailleurs, la CGT a renforcé son action en lien avec des ONG et des organisations internationales pour promouvoir un modèle de développement plus juste, respectueux des droits humains et du droit du travail, en particulier autour de la lutte contre les inégalités de genre, la précarité croissante et les effets sociaux du changement climatique. Ces actions visent à accompagner la mobilisation des travailleuses et travailleurs des pays du Sud, tout en favorisant une solidarité concrète et continue, fondée sur des échanges mutuels et une coopération décentralisée.

Nous avons aussi engagé des échanges en vue d'un partenariat cofinancé par l'Agence française de développement, avec les confédérations arménienne et géorgienne sur la transition écologique. Cela nous a conduites à organiser en décembre 2025 une conférence sur l'extraction minière dans l'Allier, avec l'UD, les fédérations concernées et des associations environnementales.

Ces campagnes, tout comme d'autres actions solidaires, sont menées pour partie avec notre association de solidarité L'Avenir social qui accompagne les projets, organise les collectes et s'assure de la bonne utilisation des fonds.



Site internet  
de l'Avenir Social

## Un syndicalisme international indépendant pour la justice sociale et environnementale

Au sein de la Confédération Syndicale Internationale (CSI), la CGT a porté des revendications utiles à l'élaboration des normes du travail, mais aussi de campagnes sur les droits humains, les politiques climatiques, les transitions justes et le dialogue social.

La CSI dénonce les abus, influe sur les débats mondiaux et alimente l'indice international des droits syndicaux. La CGT agit au sein de l'Organisation internationale du travail (OIT) : au chapitre des avancées concrètes, l'OIT a adopté des conventions sur l'apprentissage ou la protection contre les dangers biologiques et prépare des normes internationales contraignantes concernant le travail de plateforme, adaptées aux nouvelles réalités du salariat. La CGT multiplie ses actions pour dénoncer la répression syndicale (Belarus, Myanmar...) et le recul des droits sociaux en France et ailleurs.



10<sup>e</sup> épisode de  
l'émission «Le  
local» sur l'actualité  
internationale

La CGT lutte contre les accords de libre-échange défavorables aux travailleuses et travailleurs (Tafta, Mercosur), encourage la relocalisation industrielle, l'écologie et la démocratie économique. Son engagement pour la transition écologique se manifeste par l'animation de forums internationaux (Paris, Séoul, São Paulo), l'élaboration de manifestes pour une transition sociale et environnementale juste et la participation active aux COP sur le climat. Les alliances syndicales internationales y sont consolidées pour peser sur la gouvernance sociale, climatique et économique mondiale.

## Europe : la défense d'un syndicalisme combatif en prise avec les transformations du monde



Dossier sur l'IA

La Confédération a lancé en septembre 2024 un groupe de travail sur l'intelligence artificielle (IA), piloté par l'Ugict, qui a rédigé une contribution au sommet international de février 2025. À cette occasion, la CGT a piloté une démarche intersyndicale visant à obtenir la présence de la CES au sommet, ainsi que son intervention lors de l'événement, organisé au ministère du Travail. La CES porte désormais l'exigence d'une directive européenne sur l'IA au travail. En parallèle, le groupe de travail a produit un document juridique de type « foire aux questions » et un modèle de courrier aux employeurs, à disposition des organisations de la CGT. Depuis avril 2025, une journée d'étude a été bâtie, plus de 150 militantes CGT l'ont déjà suivie.



Directive omnibus :  
*On vous en dit plus !*

L'Europe est un enjeu stratégique pour la CGT. La CGT lutte pour placer droits sociaux et services publics au cœur du projet européen, harmoniser les normes, réviser les traités, taxer les pays ne respectant pas les droits et soutenir une gouvernance démocratique.

Les interventions de la CGT, notamment lors du congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) en mai 2023, à Berlin, ont contribué à une orientation plus combative de la CES, qui a relancé l'organisation de manifestations européennes (13 octobre et 13 décembre 2023) après presque dix ans d'interruption. De son côté, la CES a soutenu l'ensemble de nos mobilisations, y compris par sa présence dans nos manifestations.

## Contre la montée de l'extrême droite, renforcer nos coalitions syndicales

Nous avons, malgré l'opposition de certains affiliés, gagné des prises de position fortes de la CES et de la CSI pour dénoncer les crimes de guerre à Gaza et exiger des sanctions contre Israël. L'orientation combative de la CES a permis d'obtenir des directives européennes que nous devons encore transposer en France, sur des thèmes comme les travailleurs des plateformes, la transparence salariale, les comités européens, l'amiante...

La CGT a accentué son rôle de leader dans la coalition syndicale visant à contrer la déréglementation sociale portée par certaines institutions européennes, sous influence de gouvernements conservateurs et extrémistes. Cela passe par des campagnes d'information des travailleur-ses européennes sur les risques du dumping social et de l'érosion des protections sociales, des mobilisations communes et des propositions législatives.

La CGT a également pris part à des débats publics, forums européens et autres actions à Bruxelles pour renforcer l'autorité des syndicats et la participation démocratique à l'élaboration des politiques sociales.



Les syndicats  
européens  
contre  
l'extrême  
droite

Le renforcement du dialogue avec les syndicats allemands, italiens, espagnols et belges a permis une stratégie coordonnée de lutte contre la montée des partis d'extrême droite dans les parlements nationaux et européen, en mettant en avant des alternatives sociales crédibles, de fortes campagnes antifascistes et de défense des espaces démocratiques.

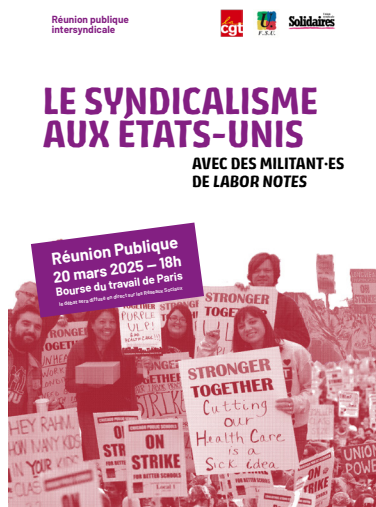
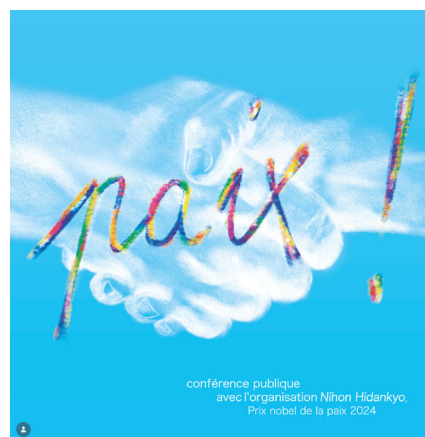
Nous nous sommes investis dans la coalition antifasciste pilotée par nos camarades italien·nes de la CGIL et avons lancé un groupe de travail franco-allemand sur l'extrême droite avec nos camarades du DGB qui s'est réuni à plusieurs reprises.

Ce travail collectif s'est traduit par des actions de terrain qui combinent mobilisation populaire et influence politique pour préserver le socle des droits sociaux européens face aux menaces populistes qui divisent la société et affaiblissent la cohésion sociale.

Ainsi pour rendre visible cette démarche en amont de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2025 à Paris, qui a eu pour mot d'ordre « Manifestons contre l'extrême droite, pour la paix, les libertés et la justice sociale », la CGT avec la FSU et Solidaires a organisé un meeting international avec la présence exceptionnelle de syndicats internationaux.



**LA CGT LUTTE POUR PLACER DROITS SOCIAUX  
ET SERVICES PUBLICS AU CŒUR DU PROJET EUROPÉEN,  
HARMONISER LES NORMES, RÉVISER LES TRAITÉS,  
TAXER LES PAYS NE RESPECTANT PAS LES DROITS  
ET SOUTENIR UNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE.**





## Kidnappings, violences, assassinats...

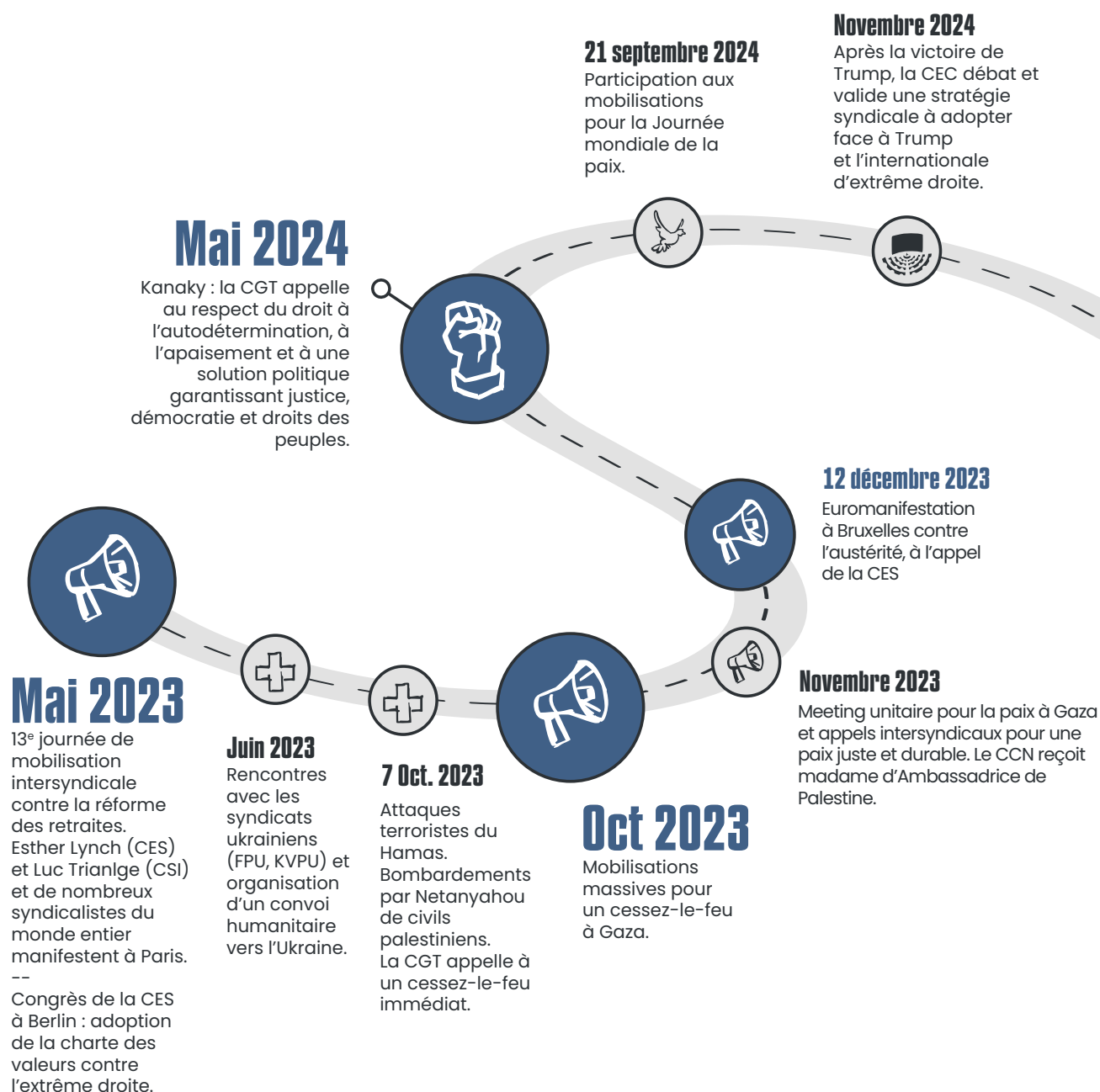
L'ICE est une expression violente de la politique réactionnaire de M. Trump!

À Minneapolis, l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), bras armé de l'administration Trump, perpétue une violence raciste et une violence de classe inouïes.

Cette milice fascisante vise les populations les plus précarisées de l'économie étasunienne, ainsi que leurs soutiens.



# International : agir pour la paix...



**Janv. 2025**

Collecte de près de 300 000 € et envoi de containers de solidarité après le passage du cyclone Chido à Mayotte.

**23 Janvier 2025**

Conférence pour la paix en présence de Nihon Hidankyo, prix Nobel de la paix 2024. Appel mondial pour l'élimination totale des armes nucléaires.

**Février 2025**  
La CGT porte l'exigence d'une directive européenne sur l'IA au travail.

**Mars 2025**  
Mission de solidarité conduite par Sophie Binet à Mayotte

**Automne 2025**  
Participation à la flottille pour Gaza

**Printemps 2025**

Lancement d'une campagne pour la reconnaissance de l'Etat palestinien.

---  
Blocages de livraisons d'armes vers Israël dans plusieurs ports et aéroports à l'appel de la CGT.

**Mai 2025**

Meeting international en amont du 1<sup>er</sup> mai, en présence d'Esther Lynch de la CES : *"Contre l'extrême droite, pour la paix, les libertés et la justice sociale"*.

**22 Sept. 2025**

À l'ONU, la France reconnaît officiellement l'État de Palestine.

**Nov. 2025**

Remise à l'UNRWA des 100 000 € de dons collectés pour soutenir le peuple palestinien, en présence de Madame l'Ambassadrice de Palestine.

**Déc. 2025**

Conférence CGT dans l'Allier sur l'extraction minière de lithium, après une mission d'étude en Georgie et en Arménie.

**10 Fév. 2026**

Meeting unitaire contre l'impérialisme, en solidarité avec le peuple du Venezuela

**Fév. 2026**

Collecte de solidarité et envoi de quatre conteneurs de vivres pour Cuba

**Fév. 2025**

Appel intersyndical à participer à la marche en soutien au peuple ukrainien.

... et les droits  
des peuples.

# FOCUS

## PRÉSENCE RENFORCÉE DANS LES MÉDIAS, COMMUNICATION MODERNISÉE

Dès le début du mandat, un effort particulier a été accompli pour favoriser la présence de la CGT dans les médias, depuis les quotidiens locaux et régionaux jusqu'à cette émission de TFI où le président de la République a été mis en difficulté par notre secrétaire générale sur l'impopularité de la retraite à 64 ans. Cette présence médiatique a placé la CGT au centre de l'actualité, servi le rapport de force et participé à imposer notre agenda social dans le débat public, notamment sur la question de l'emploi, de l'industrie et des salaires.

L'influence numérique de la CGT a également progressé, via les réseaux sociaux ou les campagnes de mailing. La production de contenus spécifiques à chaque plateforme, adaptés aux usages, et l'appel à des influenceur-ses ont accompagné et soutenu des luttes emblématiques (Valdunes, Fonderies de Bretagne, Verbaudet...) et porté nos valeurs et nos combats. En 2024 et 2025, la fréquentation du site [cgt.fr](http://cgt.fr) s'est maintenue à son niveau historiquement haut de 2023, année de fort mouvement social.

Les organisations et syndicats CGT ont également bénéficié de moyens supplémentaires pour leur propre communication, avec la mise à disposition de campagnes et d'outils divers: kits de mobilisation, tracts modifiables et adaptables, affiches thématiques, matériel disponible à la commande, supports numériques d'accès aux documents (centre de ressources [app.cgt.fr](http://app.cgt.fr), plateformes [contact.cgt.fr](http://contact.cgt.fr), géolocalisation via [carte.cgt.fr](http://carte.cgt.fr)...), coordinations de campagne (élections TPE, salaires, syndicalisation, lutte contre l'extrême droite, élections dans la Fonction publique)... Le renouvellement de l'identité graphique, le développement de formations et la création de ressources graphiques (typo CGT, iconographie et ressources visuelles) ont contribué à renouveler et dynamiser l'image de la CGT.

Enfin, au-delà de la réaction à l'actualité et aux nombreuses attaques du gouvernement et du patronat, la communication confédérale est guidée par des axes structurants qui visent à convaincre les salarié-es à rentrer dans l'action:

- une CGT qui utilise sa communication de manière stratégique;
- une CGT qui soigne son image à tous les niveaux;
- une CGT qui progresse;
- une CGT qui revendique et mène la bataille des idées;
- une CGT qui s'organise et se transforme;
- une CGT efficace, solidaire, organisée, qui gagne.



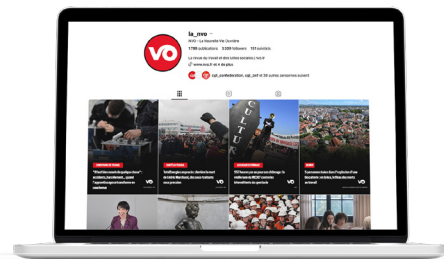
# FOCUS



## NVO : CONTINUER À TRANSFORMER NOTRE PRESSE POUR MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS

À l'appui d'une enquête spécifique auprès du lectorat, plusieurs chantiers sont menés en 2024-2025: refonte de la revue RPDS, refonte du site web (livraison en 2026), création de l'album musical des 130 ans de la CGT, augmentation des ventes du trimestriel Vie ouvrière, réorganisation des locaux, réorganisations internes...

Une réflexion est, par ailleurs, menée sur d'autres axes de développement pour 2025-2026: la transformation des revues pour augmenter leur audience et leur impact, la transformation numérique (web, vidéo, réseaux sociaux) pour toucher un public beaucoup plus large, et la production de contenus en direction des élu·es et mandaté·es, notamment via une newsletter.



VOUS  
VO  
&  
azine  
sociale et juridique  
ses dimensions

SYNDICALISTES  
PAS VOYOUS



★  
**PAS DE  
CONQUETES  
SOCIALES  
SANS LIBERTES  
SYNDICALES**  
★

SORTIE DE SECOURS  


B  
Salles 010 006 007 000  
RH Salles 010 014  
RE Salles 02 03 04 00 07

WC  
↓



